



2016

Présentation financière

Groupe de la Banque africaine de développement

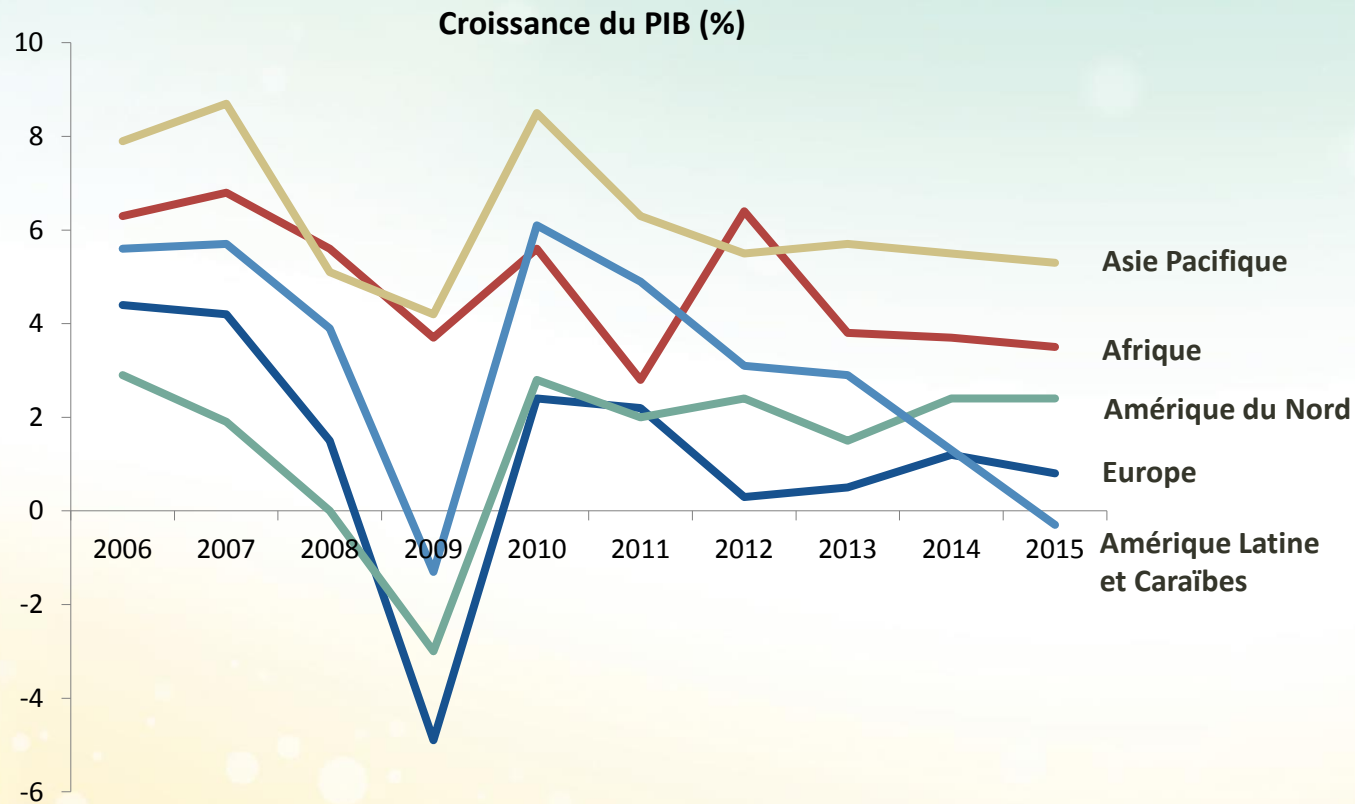
Lusaka



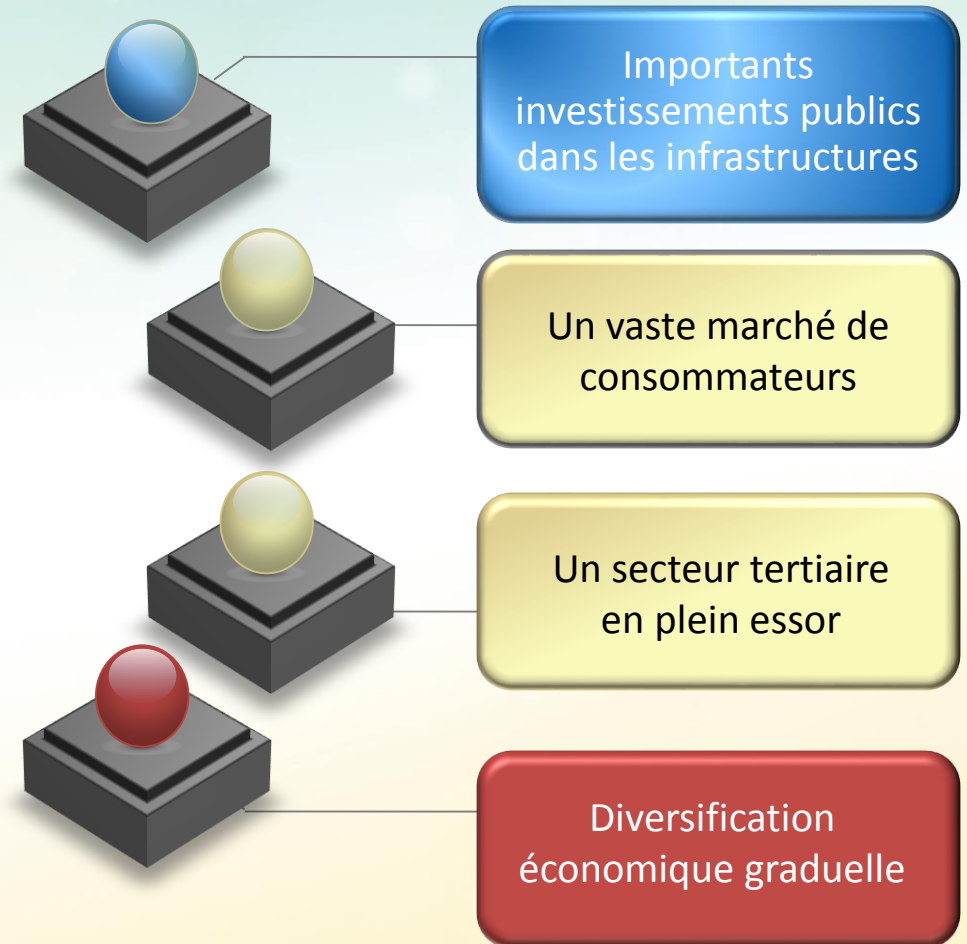
Perspectives économiques



Croissance soutenue dans un climat économique mondial et régional turbulent



Moteurs de la croissance en Afrique



Des facteurs de croissance propres à chaque pays

Cinq des dix pays à la croissance économique la plus rapide du monde sont en Afrique, avec une croissance du PIB supérieure à 7%

Côte d'Ivoire



RDC



Rwanda

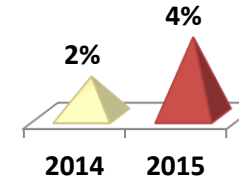


Ethiopie



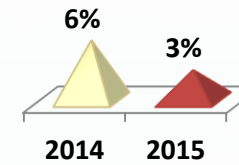
Tanzanie

Afrique du Nord



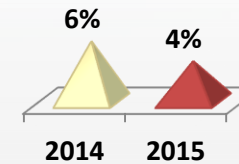
Reprise de la croissance grâce à un environnement politique et économique stable

Afrique de l'Ouest



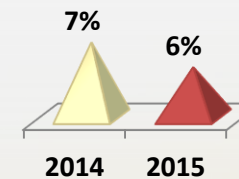
Faible croissance résultant de la baisse des cours des matières premières et de l'impact de l'épidémie Ebola

Afrique Centrale



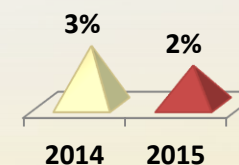
La baisse des cours du pétrole et des métaux a eu un impact négatif sur la croissance régionale

Afrique de l'Est



L'instabilité politique au Burundi et au Soudan du Sud a entraîné un ralentissement économique

Afrique Australe

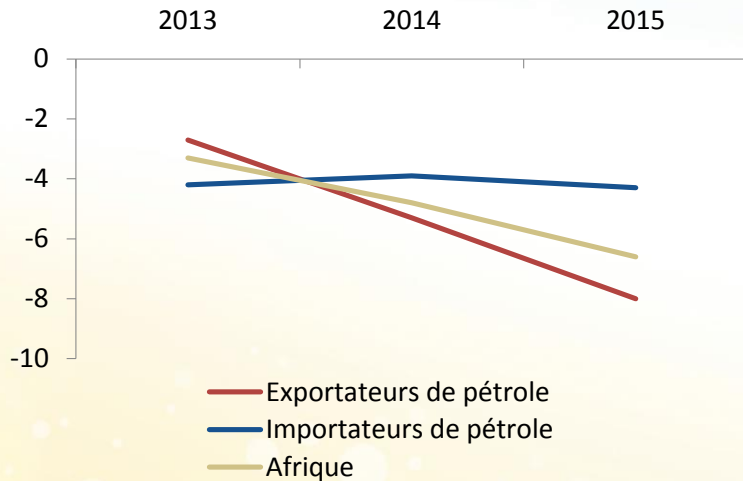


La croissance a souffert de la grave pénurie en énergie, des conditions climatiques difficiles et de la baisse des cours des matières premières

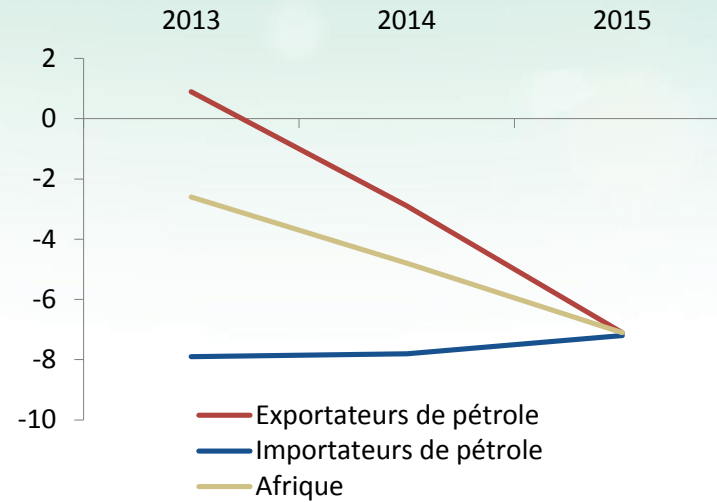
Un environnement macroéconomique relativement stable

La baisse des cours des matières premières a affecté les revenus, contribuant à l'accroissement du déficit budgétaire et de la balance des paiements

Solde budgétaire hors dons (% PIB)



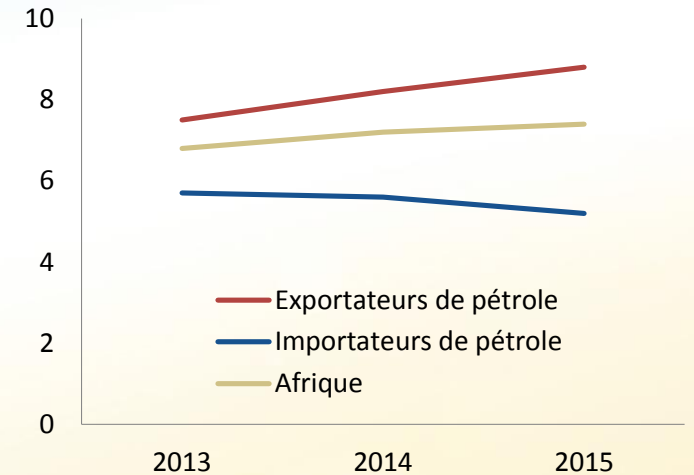
Balance des paiements (% PIB)



L'appréciation du dollar américain a eu un impact négatif additionnel sur les taux de change de plusieurs pays

Les politiques fiscales et monétaires se sont généralement avérées prudentes et les cours du pétrole sont restés bas dans les pays importateurs, ce qui a permis de contenir l'inflation

Inflation (%)

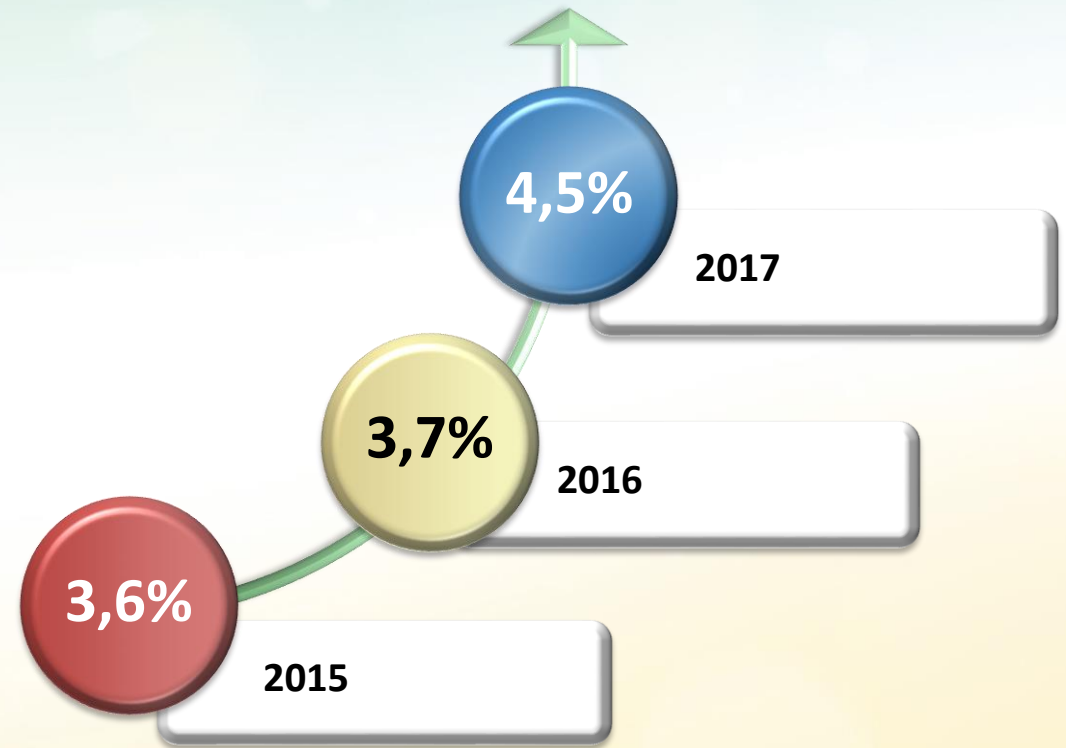


La croissance en Afrique devrait rester solide, en dépit de quelques obstacles

L'Afrique a démontré sa capacité à résister aux chocs et devrait rester la deuxième région du monde où la croissance est la plus rapide

Les perspectives de croissance restent positives, encouragées par des conditions macroéconomiques relativement stables, une forte demande intérieure de la consommation, d'importants investissements dans l'infrastructure ainsi que la consolidation fiscale permettant de mieux contenir l'effet négatif de la baisse des cours des matières premières.

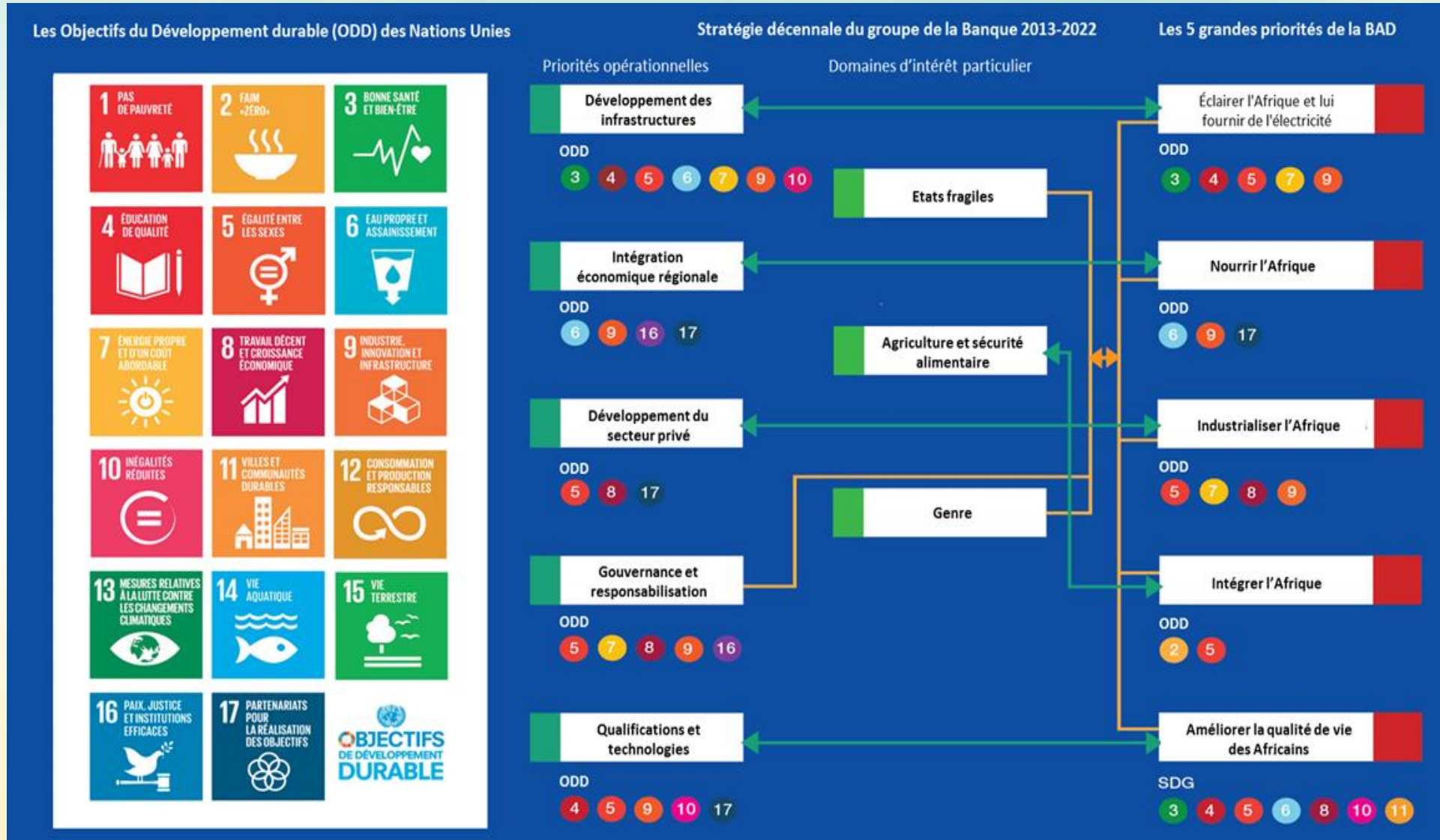
Les risques principaux menaçant la croissance économique incluent la baisse continue des cours des matières premières, un déficit en énergie, des conditions climatiques néfastes, les conflits, une instabilité politique et la menace du terrorisme.



Aperçu des opérations du Groupe de la Banque



Au coeur de la transformation de l'Afrique



Le Top 5 - Accélérer la réalisation de la stratégie décennale



Eclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie

Libérer le potentiel énergétique du continent pour stimuler l'industrialisation devenue indispensable



Améliorer la qualité de vie des Africains

Développer des programmes innovants afin de créer des opportunités d'emploi pour les jeunes, améliorer l'accès aux services de base et créer des opportunités économiques pour les plus pauvres



Nourrir l'Afrique

Transformer l'agriculture afin d'augmenter la productivité, réduire le prix des produits alimentaires, améliorer la sécurité alimentaire, dynamiser les zones rurales et créer des emplois pour les Africains



Industrialiser l'Afrique

Rallier d'autres partenaires vers le processus d'industrialisation de l'Afrique et développer le secteur privé pour créer de la richesse à partir de nos ressources naturelles



Intégrer l'Afrique

Lever les barrières, créer des chaînes de valeur régionales et exploiter les complémentarités des marchés régionaux afin de développer l'énorme potentiel du continent



Eclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie

Plus de 640 millions d'Africains n'ont pas accès à l'électricité

Consommation d'électricité par habitant Afrique 613 kWh; Etats-Unis 13 000 kWh; Europe plus de 6 500 kWh

Les pénuries en électricité coûteraient à l'Afrique environ 2% de PIB annuellement, freinant la croissance économique, la création d'emplois et les investissements

L'énergie en Afrique, un portrait sombre



L'hydroélectricité fournit environ un cinquième de la capacité actuelle de production énergétique, mais seulement un dixième de son potentiel est exploité

Un accès limité à l'énergie

- Entraîne des centaines de milliers de décès chaque année dus à l'utilisation de bois de chauffage pour la cuisson
- Réduit la qualité des services médicaux et d'urgences hospitaliers
- Constitue un frein à l'éducation
- Engendre des coûts supplémentaires pour les sociétés qui doivent utiliser des générateurs électriques

Les populations du continent, au Nord du Nigeria par exemple payent l'électricité 60 à 80 fois plus qu'un habitant de New York ou Londres



Accès universel à l'électricité d'ici 2025

- Capacité de production en électricité de 162 GW
- 130 millions de branchements sur le réseau
- 75 millions de branchements hors réseau
- 150 millions de ménages ont accès à une énergie propre pour cuisiner

Travailler avec les partenaires pour l'élaboration d'un cadre qui tient compte des différentes sources d'énergie, des conditions géographiques, de la réglementation et de la tarification, des technologies et des réseaux de distribution

La BAD prévoit d'investir 12 milliards d'USD et de mobiliser près de 50 milliards d'USD sur 5 ans



Nourrir l'Afrique

L'agriculture emploie plus de 60% de la main-d'œuvre africaine et représente 33% du PIB du continent. Pourtant, l'Afrique reste la région où l'insécurité alimentaire est la plus sévère

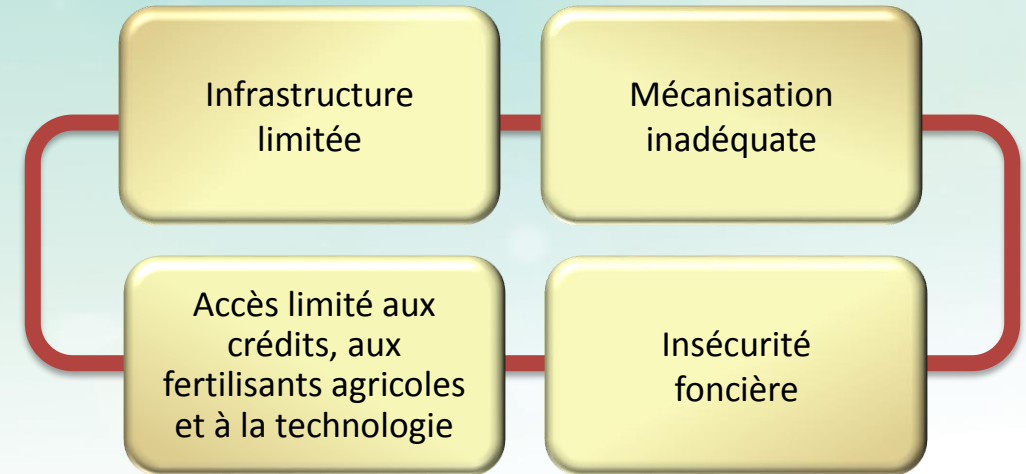
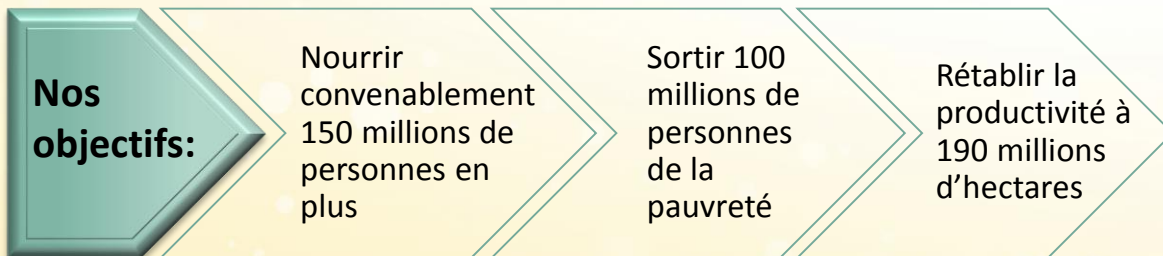
Le continent est fortement dépendant des importations de produits alimentaires qui s'élèvent à plus de 35 milliards d'USD

Plus d'1 Africain sur 4 est sous-alimenté

Les sécheresses, les pénuries d'eau et les famines continuent de perdurer et sont profondément ressenties par les populations

60% des terres arables qui restent à exploiter dans le monde se trouvent en Afrique

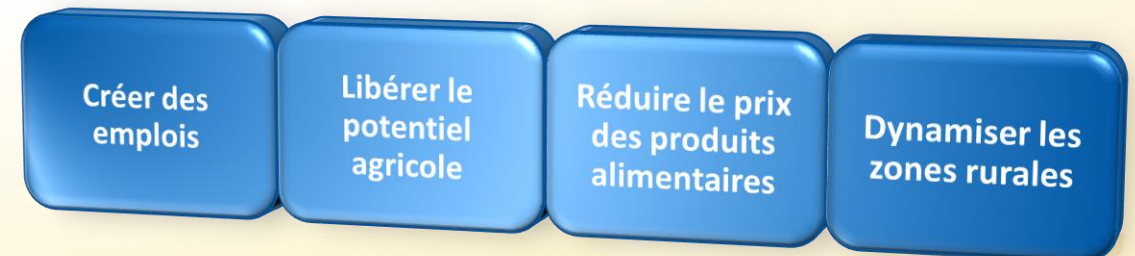
L'Afrique représente un potentiel énorme en terme de production agricole



Comment la BAD aborde ces défis?

"Feed Africa initiative" déploiera des ressources financières pour permettre aux pays africains de saisir l'opportunité de promouvoir des méthodes agricoles industrialisées

Appui soutenu pour une transformation radicale du secteur agricole en Afrique



La Banque prévoit de quadrupler ses investissements dans le domaine agricole de 612 millions d'USD en moyenne par an à 2,4 milliards d'USD

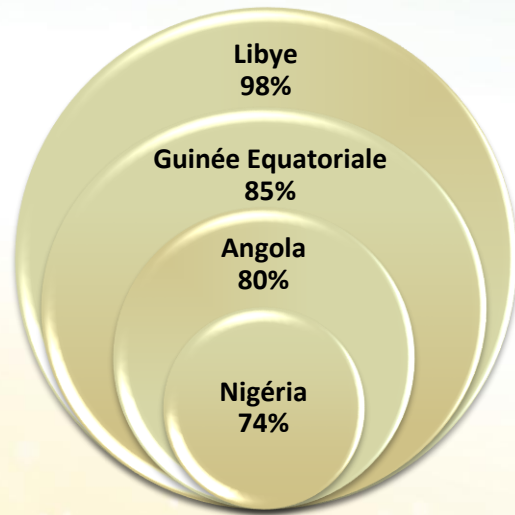


Industrialiser l'Afrique

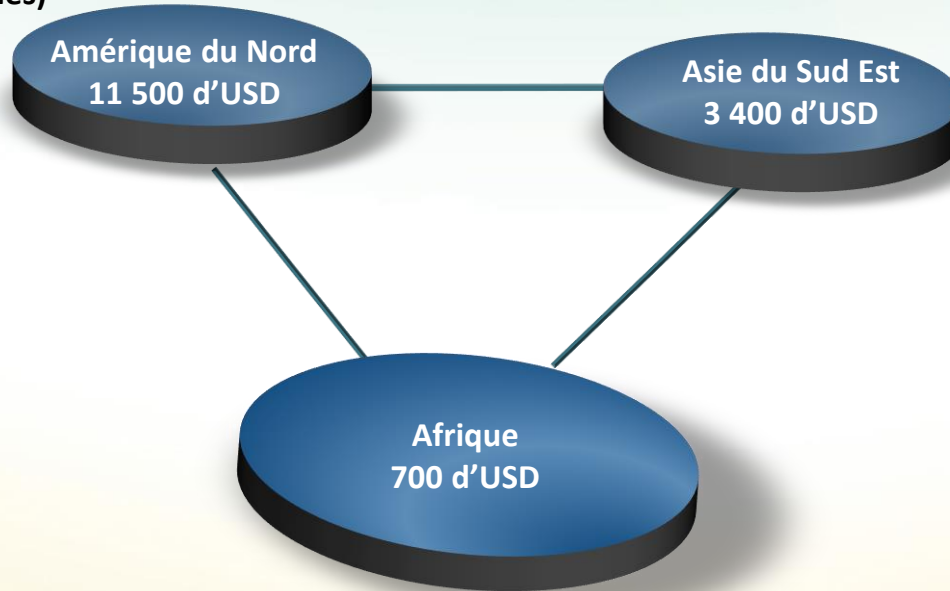
Les économies africaines dépendent largement des secteurs à faible valeur ajoutée

- La part de l'Afrique dans la production mondiale de produits finis est d'environ 1,9%
- 62% des importations et 19% des exportations sont des produits manufacturés finis

Des économies très dépendantes des ressources naturelles (% recettes publiques)



PIB par habitant du secteur industriel



Activités à faible valeur ajoutée menant à un faible PIB par habitant

Notre ambition

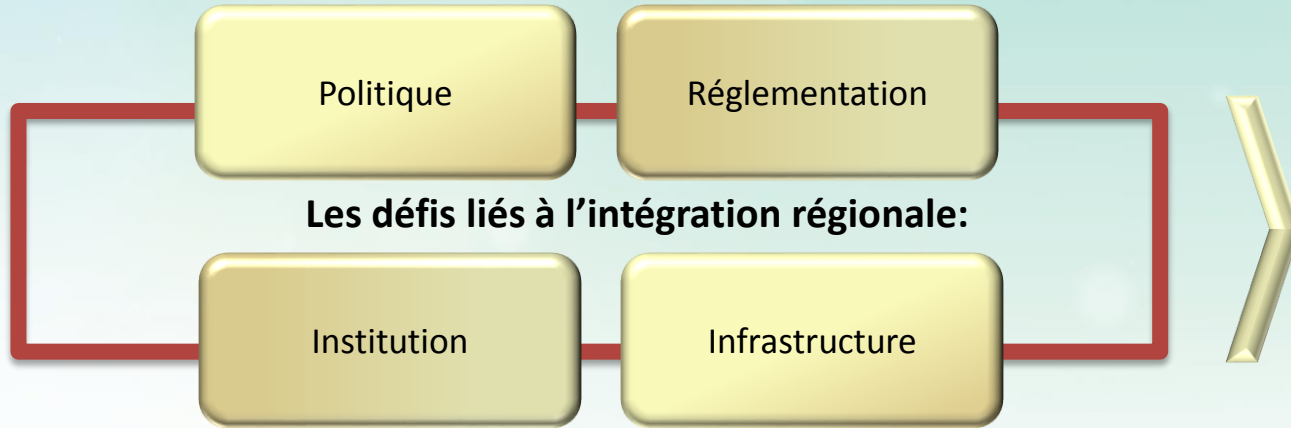
- Propulser l'Afrique au sommet de la chaîne de valeur
- Augmenter le PIB industriel de 130% à 1,55 trillion d'USD d'ici 2025
- Développer des filières industrielles efficaces
- Conseil aux dirigeants politiques, assistance technique aux gouvernements et financement des projets PPP clés
- Accroître l'investissement/financement pour les petites et moyennes entreprises (PME) et augmenter leur capacité
- Améliorer l'accès au financement sur les marchés de capitaux pour les sociétés africaines
- Diriger les financements de projets vers les secteurs des infrastructures et de l'industrie
- Relier les entreprises africaines et les grands projets aux partenaires et investisseurs potentiels

Nous ne pouvons pas le faire seul!

La BAD prévoit d'investir annuellement environ 5,6 milliards d'USD dans l'industrialisation de l'Afrique



Intégrer l'Afrique



Les pays africains perdent potentiellement chaque année des milliards d'USD dans le commerce en raison d'un marché régional fragmenté et d'un manque de réseaux de production transfrontaliers pour stimuler le dynamisme économique

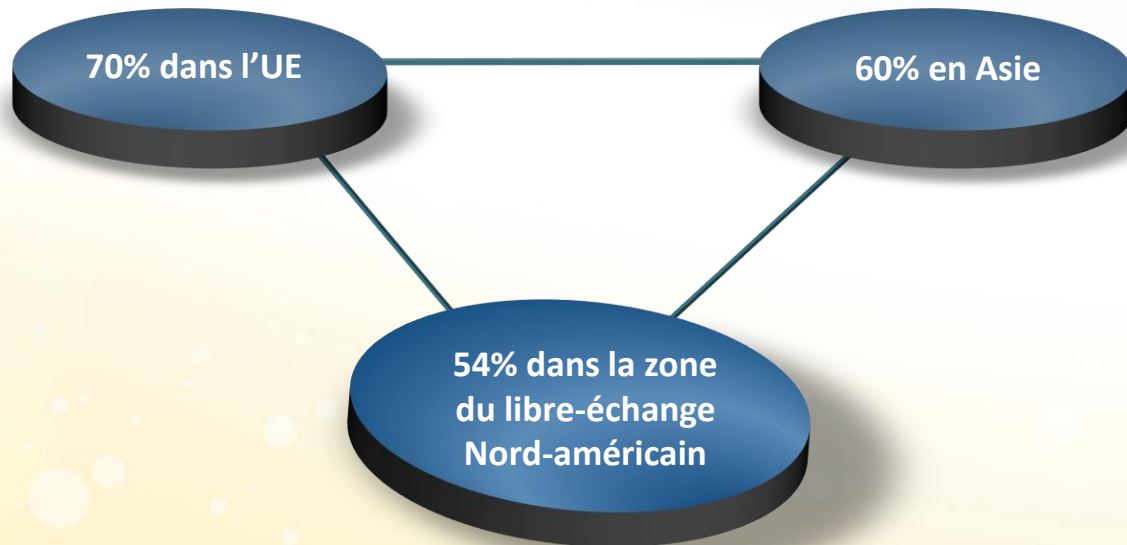
L'objectif du Groupe de la Banque

Bâtir une infrastructure régionale

Stimuler le commerce intra-africain et les investissements

Favoriser la mobilité des personnes dans la région

Le commerce intra-africain se chiffre à 15%, l'un des plus bas à l'échelle mondiale comparé à



Notre ambition....mener plusieurs initiatives à l'échelle continentale au niveau des infrastructures

- Continental Free Trade Area (zone de libre-échange continental) pour dynamiser le commerce intérieur et le commerce extérieur en Afrique
- Programme détaillé de développement agricole en Afrique
- Programme de Développement des Infrastructures en Afrique pour développer une vision et un cadre stratégique pour le développement des infrastructures régionales et continentales
- Le Sahel et le programme contre la sécheresse et le développement des moyens de subsistance durables dans la corne de l'Afrique

La BAD prévoit d'investir annuellement environ 3,5 milliards d'USD à partir de 2016 pour développer une infrastructure régionale performante



Améliorer la qualité de vie des Africains

Notre vision

Une croissance inclusive étendue sur tout le continent, permettant aux Africains de différents pays d'avoir accès aux

- Services de première nécessité (éducation, santé, eau et assainissement)
- Emploi productif et opportunités d'entrepreneuriat

Transformer la croissance démographique exponentielle de l'Afrique en retombées économiques permettra de



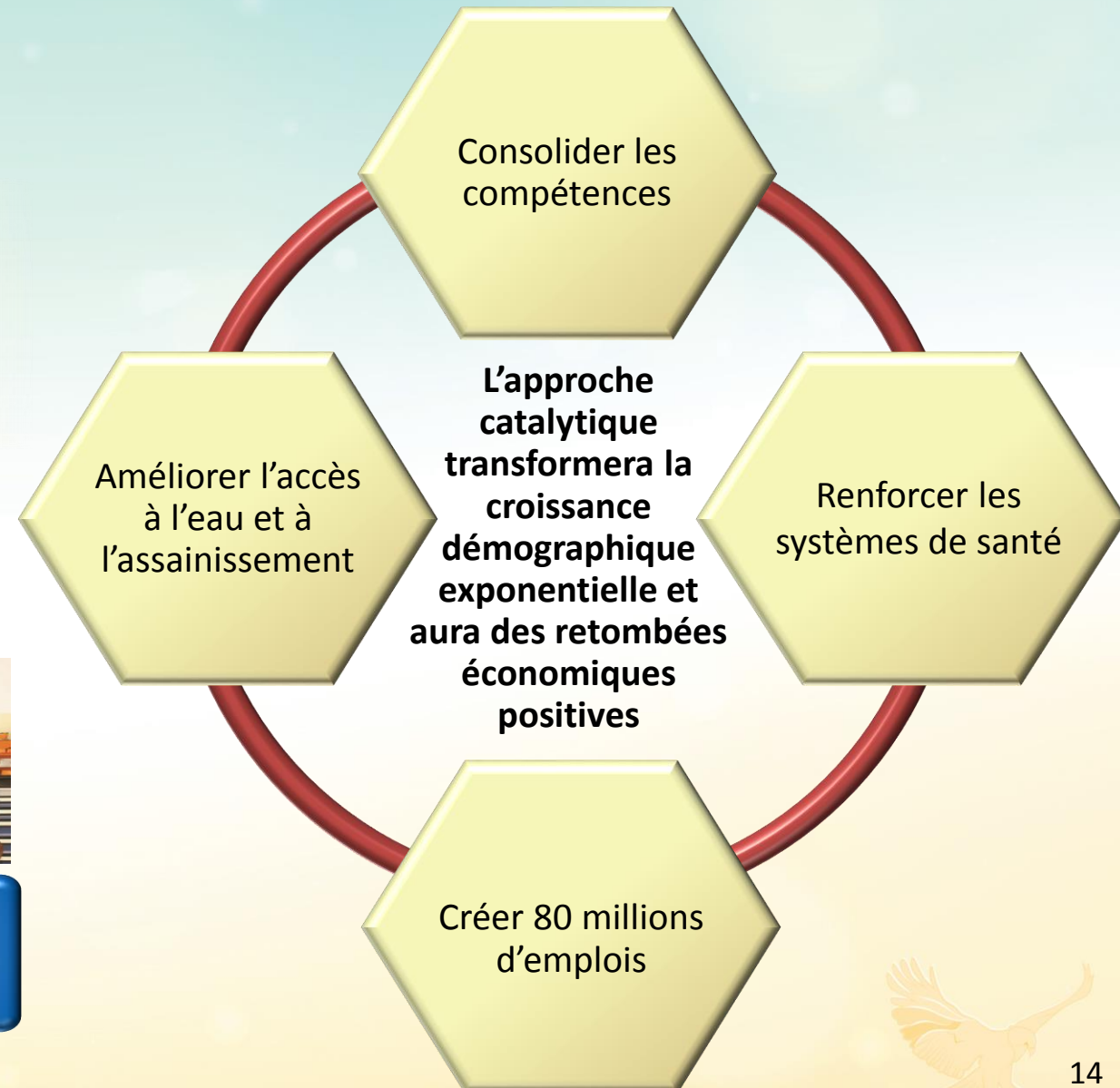
Donner un nouvel espoir aux jeunes générations



Limiter les flux migratoires de la jeunesse africaine



Créer des millions d'emplois

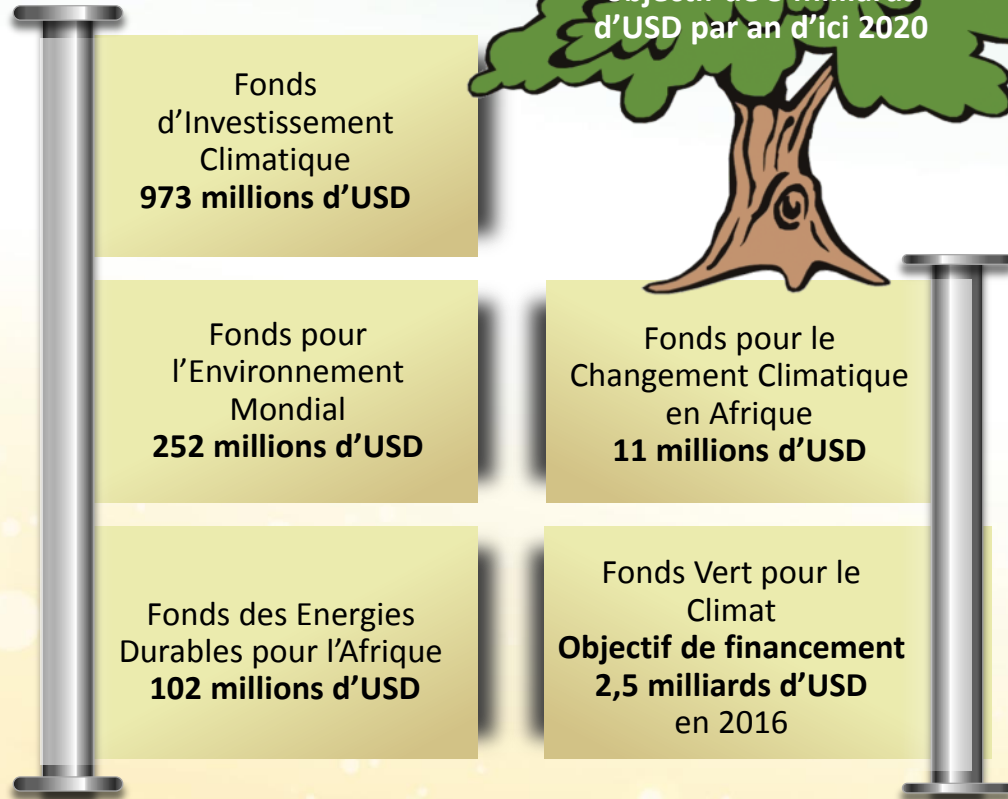


Vers une croissance verte

Plusieurs pays africains se sont déjà lancés dans des programmes ambitieux de développement durable intégrant des mesures portant sur le climat



Nous nous engageons à tripler les ressources allouées au financement climatique avec un objectif de 5 milliards d'USD par an d'ici 2020



Rwanda

Stratégie nationale pour le changement climatique et le développement à faible intensité de carbone

Une politique pour les énergies renouvelables parmi les plus ambitieuses au monde

- Allier développement durable, création de richesse et mesures de réduction de la pauvreté
- La part des énergies renouvelables dans la production d'électricité augmentera à 50% d'ici 2017 contre 4% en 2008

Ethiopie

Stratégie pour une économie verte et lutte contre le changement climatique

Une politique globale afin de limiter les impacts du changement climatique sur le développement économique du pays

- Presque toute la production d'électricité provient de l'hydraulique avec une capacité de production qui a triplé depuis 2005
- A l'heure actuelle, 53,5% de la population a accès à l'électricité contre 16% il y a 8 ans



L'eau, élément fondamental pour le développement

Actuellement

30%

de la population en Afrique n'a pas accès à une source d'eau fiable

70%

n'ont pas accès à un assainissement moderne

> 30%

des points d'eau en milieu rural ne sont pas fonctionnels

Les pays en Afrique peuvent perdre jusqu'à

5%

de PIB annuel dus à une faible couverture en eau et en assainissement

25%

de PIB annuel dus aux sécheresses et inondations dans les pays affectés

2%

de PIB annuel dus aux coupures d'électricité récurrentes

L'eau est d'une importance vitale pour le Top 5

Sécurité alimentaire

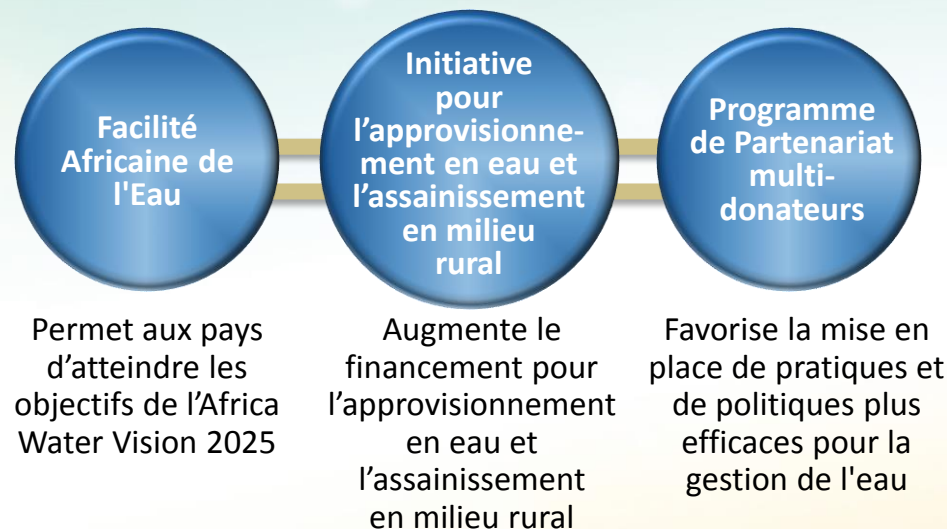
Sécurité énergétique
hydroélectricité

Industrialisation
l'eau est un élément essentiel et un facilitateur

Intégration régionale
eaux transfrontalières

Améliorer les conditions de vie
grâce à l'impact sur la santé, l'éducation, l'égalité des genres, l'emploi et les moyens de subsistance

3 initiatives fondamentales lancées par la BAD

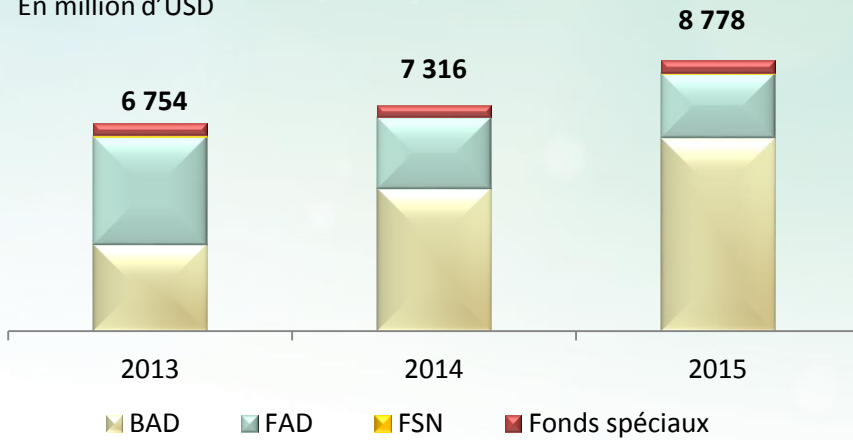


En 2015, **13 projets d'une valeur de 531 millions d'USD approuvés** dans le secteur de l'eau et de l'assainissement en Afrique

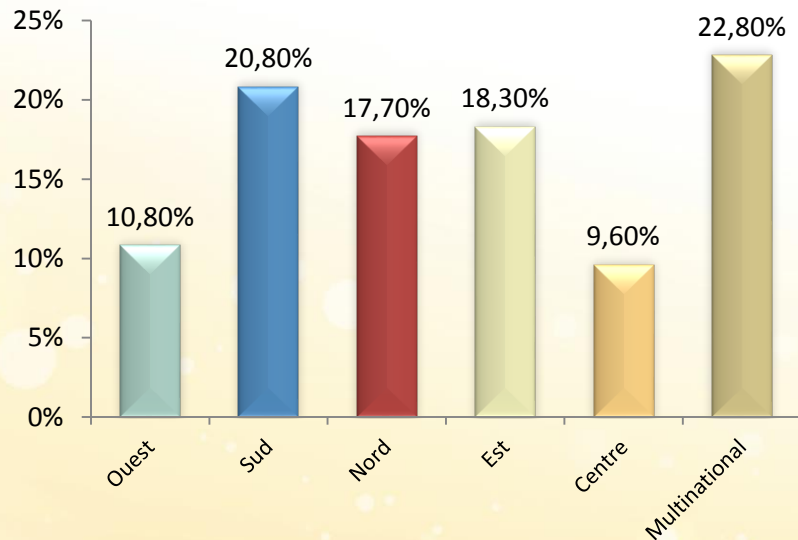


Réalisation de notre mandat grâce à un vaste portefeuille de projets

En million d'USD



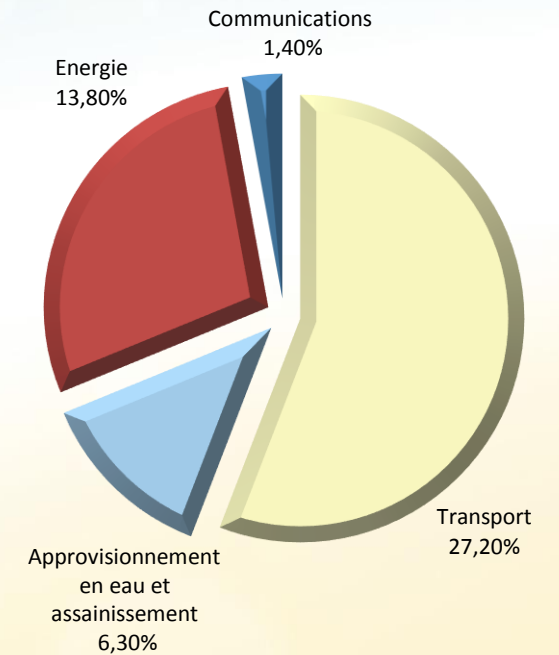
Approbations de projets par région



Distribution sectorielle des approbations en 2015



Approbations de projets dans les infrastructures



* Multi-secteur comprenant la gestion des finances publiques et autres opérations liées à la gouvernance



Corridor Bamako - San Pedro

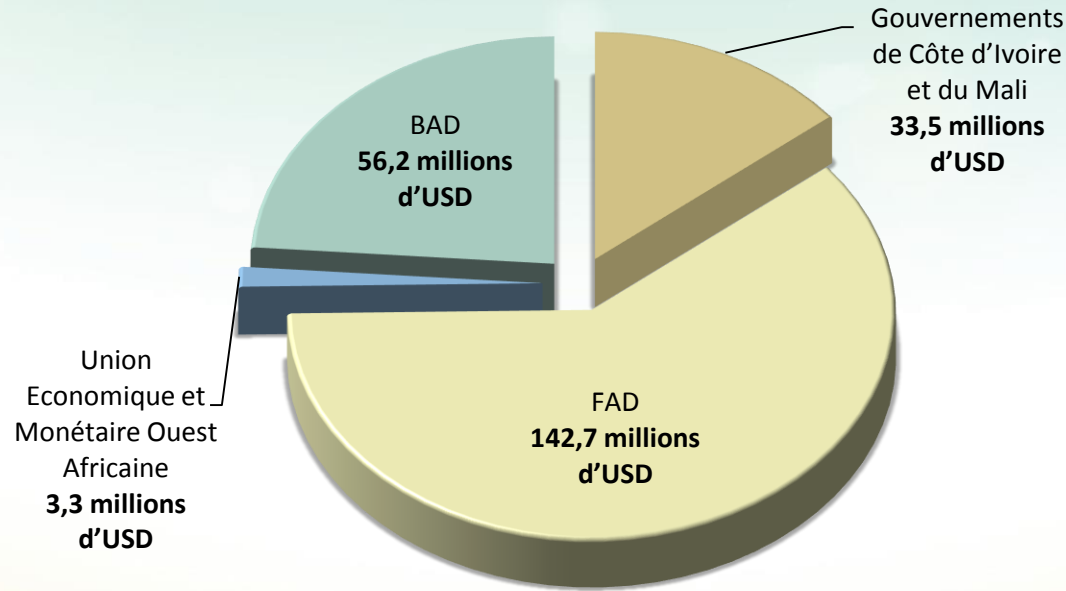
Améliore la circulation routière et réduit les coûts et la durée de transport entre le Mali et le port de San Pedro

Le corridor servira de port de transit pour les pays voisins

140 Km de route au Mali
135 Km de route en Côte d'Ivoire

1 Poste-frontière

2 700 000 Bénéficiaires



Avant implémentation	Impact attendu
59 200 tonnes négociées à la frontière terrestre	392 400 tonnes négociées à la frontière terrestre
1,7 USD/Km COV pour les camions	0,8 USD/Km COV pour les camions
12 heures	5 heures
25% (2015) Indice de l'accessibilité rurale*	60% Indice de l'accessibilité rurale*
3 jours Durée de transit à la frontière pour les camions cargo	24 heures Durée de transit à la frontière pour les camions cargo

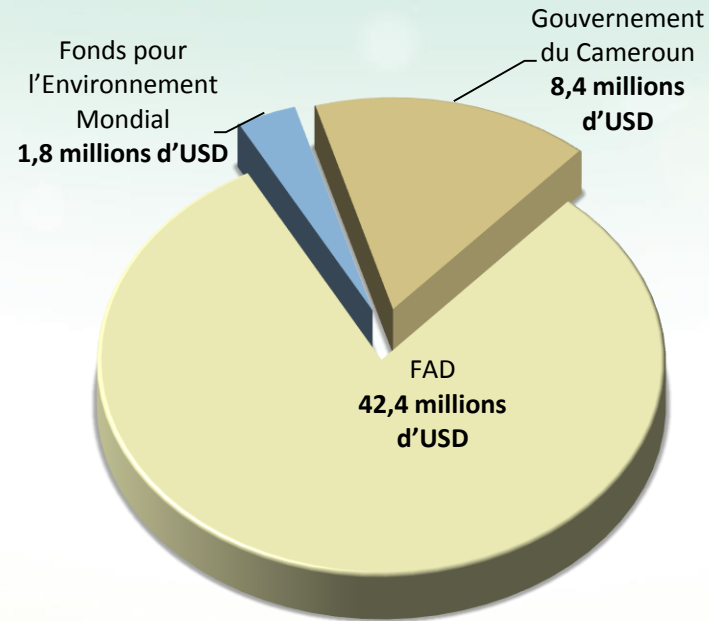
* L'indice de l'accessibilité rurale est la proportion de la population rurale à l'intérieur d'une route de 2 km utilisable en toutes saisons



Projet Africa Backbone

Contribue à la diversification de l'économie du Cameroun

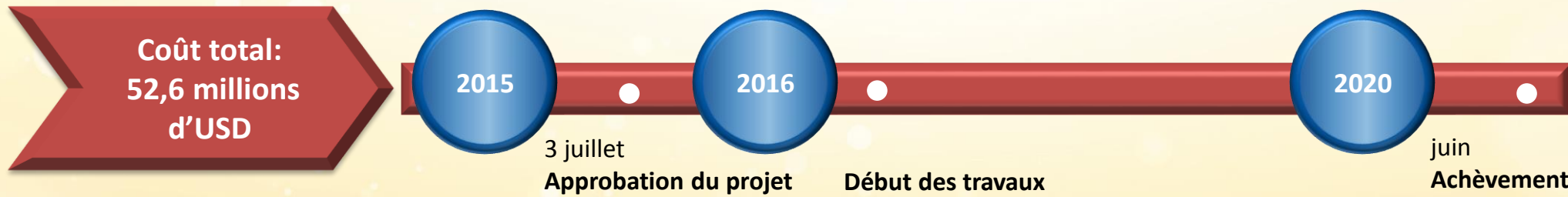
Favorise l'intégration régionale en permettant aux pays voisins d'accéder aux infrastructures de la fibre optique



916 km
De fibres optiques

616 000
Bénéficiaires

Avant implémentation	Impact attendu
<p>53,5% de contribution des TIC dans le secteur tertiaire</p>	<p>60% de contribution des TIC dans le secteur tertiaire</p>
<p>6% pénétration des services internet</p>	<p>20% pénétration des services internet</p>
<p>76% de télédensité (mobile)</p>	<p>90% de télédensité (mobile)</p>
<p>0 clientèle e-banking</p>	<p>17 000 clientèle e-banking</p>
<p>0 agriculteurs ont accès à l'information sur le marché</p>	<p>20 000 agriculteurs ont accès à l'information sur le marché</p>



Projet de système de bus express à Dar Es Salaam - Phase 2

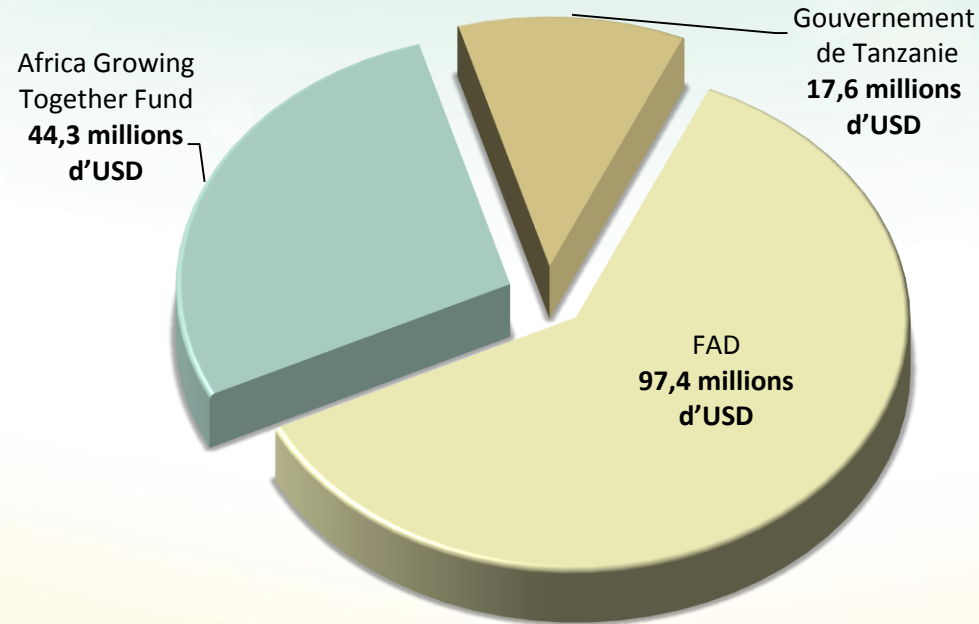
A pour objectif de renforcer et améliorer l'état du trafic routier

Impact positif sur les entreprises

20 km
De couloirs de bus



1 200 000
Bénéficiaires



Avant implémentation

Impact attendu



495 000
Passagers /jour



600 000
Passagers /jour



90 min
durant les heures de pointe



20 min
durant les heures de pointe



0,45 USD
Coût de transport



0,32 USD
Coût de transport



250 tonnes/an d'émission de gaz



190 tonnes/an d'émission de gaz

Coût total:
159,3 millions d'USD

2015

30 septembre
Approbation du projet

2016

septembre
Début des travaux

2017

2019

décembre
Achèvement du projet



Secteur privé - voie ferrée et port de Nacala - Mozambique, Malawi



- Permet la construction/réhabilitation de 912 km de chemins de fer et infrastructure du port associé du Mozambique au Malawi
- Transport des ressources minérales plus efficace et respectueux de l'environnement, un service de fret et de transport de passagers
- Facilite le commerce et le développement de la région
- Améliore la compétitivité des exportations minérales, agricoles et manufacturières de la région



Coût total
4,6 milliards d'USD

Financement BAD
300 millions d'USD



Projet de gestion durable des eaux urbaines d'Arusha - Tanzanie



- Environ 7,6% seulement de la population d'Arusha bénéficie des systèmes d'assainissement existants qui sont concentrés dans le centre des affaires. Les bassins de traitement des eaux usées sont surchargés
- Le projet fournira à Arusha des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement fiables et durables
- Le projet contribuera à améliorer les standards de santé et de bien-être social et les conditions de vie pour plus de 850 000 bénéficiaires



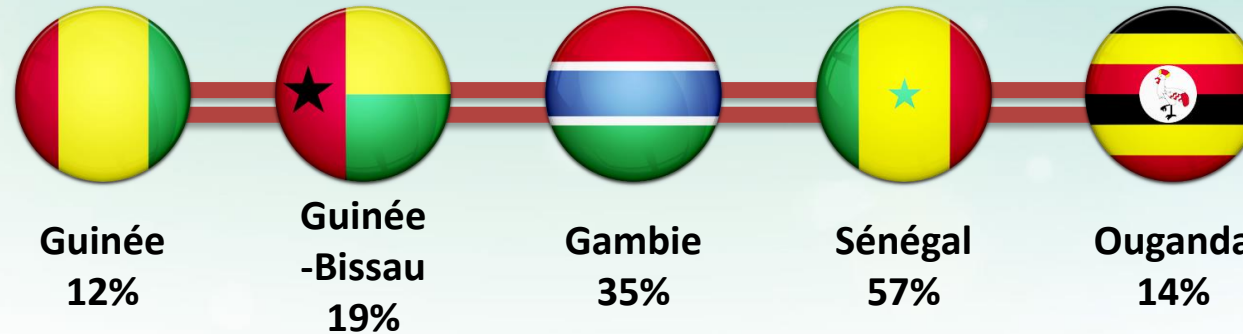
Coût total
234 millions d'USD

Financement BAD
169 millions d'USD



Remédier au déficit en énergie

Faibles taux d'accès à l'électricité



Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Sénégal

Projet Energie de l'organisation pour le développement de la région du fleuve Gambie

- Regroupement hydroélectrique pour mettre fin aux coupures d'électricité
- 1,3 million de personnes bénéficieront d'un accès à l'électricité plus régulier et plus abordable
- Le réseau d'interconnexion dans les quatre pays permettra de partager l'énergie des centrales électriques de la région

1 milliard d'USD dont 134 millions d'USD financés par la Banque

Ouganda

Accès à l'électricité en milieu rural

- 58 206 foyers ruraux dans 16 districts représentant environ 279 389 de personnes bénéficieront de cet investissement
- Le projet améliorera significativement les institutions publiques et privées dans la zone
- Fournit une source d'énergie fiable à 5 320 entreprises du secteur privé et 1 474 institutions publiques

121 millions d'USD dont 100 millions d'USD financés par la Banque



Impulser le développement à travers le financement du commerce

Demande non satisfaite estimée à 120 milliards d'USD par an

Le programme de financement du commerce offre:

- Des garanties aux grandes banques internationales
- De la liquidité aux banques locales et aux sociétés impliquées dans le commerce de produits de base

Les partenaires locaux fournissent un financement aux PME et entreprises locales, encourageant le commerce intra-africain et international

Deux-tiers des transactions ont bénéficié aux PME

Bénéficie aux pays en stimulant le commerce international, facteur essentiel de la croissance économique

Partenaire fiable, même en cas de situation de crise sur les marchés

A soutenu plus de 1 000 transactions commerciales pour un montant de 3 milliards d'USD

Fournit de la liquidité et permet une atténuation du risque pour plus de 85 banques locales dans plus de 20 pays africains, dont la plupart sont des pays à faible revenu et des pays en transition/en situation fragile

1 milliard d'USD



Accord de participation aux risques

305 millions d'USD



Lignes de crédit pour le financement du commerce

110 millions d'USD



Facilités de financement du commerce de produits de base

GTR
Global Trade Review

BAD 2014: Prix de la meilleure institution financière de développement pour le programme de financement du commerce en Afrique

Construire des systèmes de santé solides

La BAD a fait une contribution remarquable dans la maîtrise rapide de l'épidémie Ebola

De nombreuses vies sauvées en dépit des millions de décès envisagés

Systèmes de santé renforcés, capacité en ressources humaines pour répondre à la maladie du virus Ebola et autres maladies contagieuses

Des communautés capables de faire face au virus Ebola de manière plus efficace



Soutien psychosocial fourni aux survivants

Environ 321 millions de personnes dans la CEDEAO ont bénéficié des projets de confinement du virus Ebola de la BAD

La Banque soutient les efforts post Ebola à travers le projet de Fonds d'Investissement Social de Relance post-Ebola

Approfondissement et développement des marchés de capitaux régionaux

Principales initiatives pour l'intégration des marchés financiers régionaux

Investissement dans Africlear Global, une plateforme panafricaine offrant des services technologiques aux dépositaires centraux de titres africains

- Assurer un écosystème solide pour l'infrastructure des marchés financiers régionaux
- Réduire les coûts de transactions en matière de compensation, règlement-livraison et conservation des titres
- Créer des produits financiers africains, une valeur ajoutée pour les investisseurs institutionnels locaux et les sociétés listées

Solidifier l'écosystème des marchés financiers, grâce à un fonds fiduciaire de 2,2 millions d'USD créé pour le financement et l'assistance technique dans le but de renforcer le cadre réglementaire et judiciaire des marchés financiers régionaux

- Solidifier l'infrastructure en matière de technologie financière
- Développer les compétences des acteurs du marché en Afrique de l'Ouest, de l'Est et du Nord

Pilotage du projet d'intégration des 4 bourses régionales (Casablanca, Nigéria, Johannesburg, Nairobi) en collaboration avec l'Africa Stock Exchanges Association (ASEA)

- Favoriser le dialogue politique et la transparence de l'information au sein des marchés financiers régionaux
- Créer de nouveaux produits financiers (indices)
- Faciliter les levées de fonds et les transactions boursières intra-régionales pour améliorer la liquidité des marchés de capitaux

Initiative des Marchés Financiers Africains pour accompagner le développement des marchés obligataires domestiques

- Création d'une base de données sur le marché de la dette (African Financial Markets Database) en partenariat avec les banques centrales africaines
- Lancement d'un fonds obligataire domestique africain de 500 millions d'USD, la BAD agissant comme investisseur et promoteur pour offrir une source de financement additionnelle aux gouvernements et entreprises africains

Les marchés financiers ont joué un rôle important dans le progrès économique récent en Afrique en offrant un meilleur accès au financement aux gouvernements et entreprises africains

La banque promeut la bonne gouvernance des systèmes financiers, fournit une assistance technique et implémente des programmes de renforcement institutionnel afin de palier aux insuffisances institutionnelles

Améliorer la gouvernance en Afrique

Plus de 100 projets gouvernementaux réalisés, permettant une meilleure gestion macroéconomique, une hausse des recettes fiscales, davantage d'investissements directs étrangers et la réduction du temps nécessaire à l'établissement d'une entreprise

Mali 21 millions d'USD

Pour améliorer la gestion des dépenses publiques et soutenir la croissance

Le projet améliorera la décentralisation fiscale, permettra une meilleure efficacité et transparence dans la gestion des marchés publics et renforcera les contrôles internationaux

Maroc 111 millions d'USD

Renforce le système juridique commercial, les réformes fiscales, promeut les partenariats publics-privés (PPP) et les institutions pour combattre la corruption

Le projet soutiendra la compétitivité et la croissance des PME

Tanzanie 69 millions d'USD

Pour une réforme dans le secteur des services énergétiques

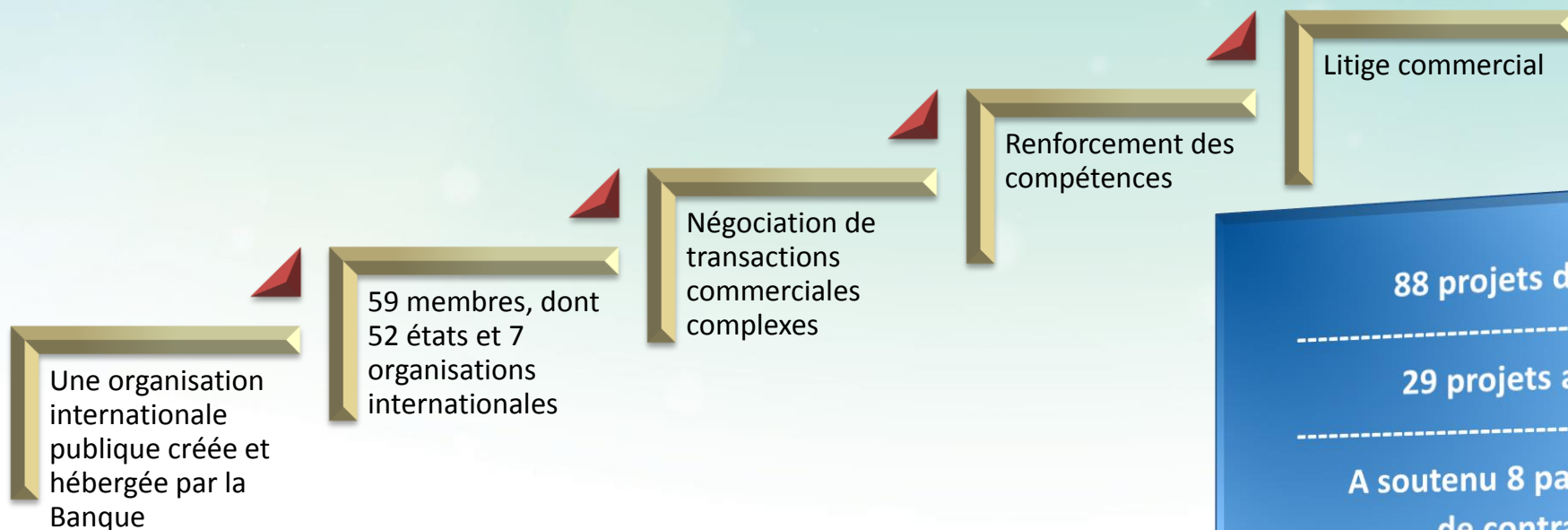
Les réformes permettront d'améliorer la gouvernance dans les entreprises publiques

29 opérations de gouvernance approuvées dans 25 pays pour 1,1 milliard d'USD en 2015

Zimbabwe 3 millions d'USD

Pour soutenir les organisations de la société civile qui travaillent dans la gouvernance économique et financière, les droits des femmes, les initiatives pour un renforcement des capacités des parlements en matière d'émancipation économique des femmes

La facilité africaine de soutien juridique donne des résultats



Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Ethiopie, Gambie, Mali, Mauritanie et Sénégal

Kenya, Tanzanie, Togo, Sierra Leone, Malawi, Comores, Mauritanie, Guinée-Bissau, Somalie et Madagascar

88 projets depuis le lancement

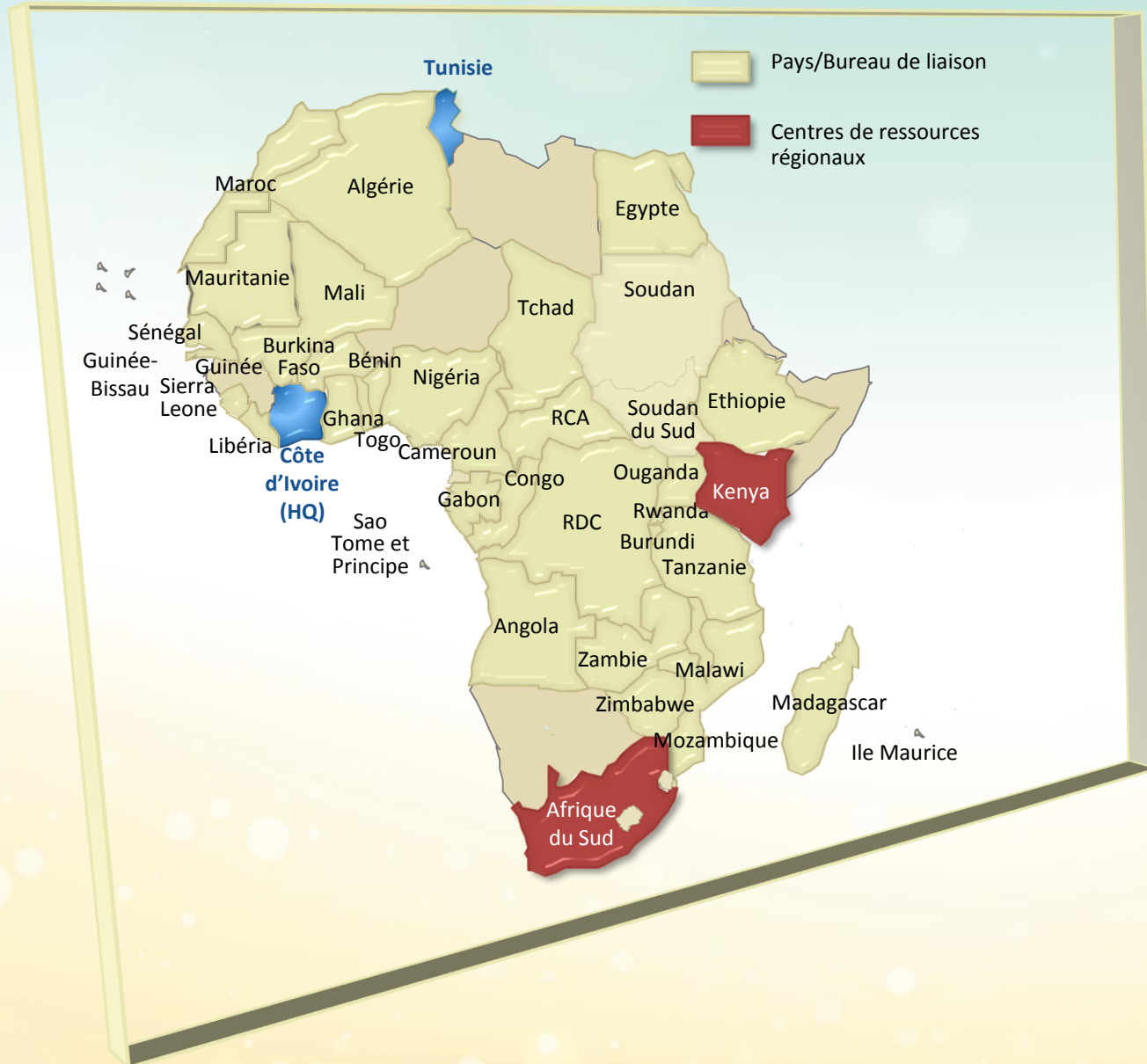
29 projets approuvés en 2015

A soutenu 8 pays dans la négociation de contrats énergétiques

Facilite les négociations pour résoudre des problèmes sur des contrats liés aux ressources naturelles dans plus de 15 pays

Plus de 1 000 experts Africains formés aux questions de droit commercial (projets énergétiques, PPP, contrats de ressources naturelles, accords d'investissements)

Consolider les gains de la décentralisation



Présence dans 40 pays en Afrique

Projets gérés sur le terrain en hausse de 51% en 2014 et 60% en 2015

Centres de ressource régionaux pour garantir des résultats plus rapides et un meilleur dialogue au niveau régional



Profil financier et activités sur les marchés de capitaux



Innovation et mobilisation de ressources en vue de financer davantage de projets

Partenariats à grande échelle accroissant l'empreinte de la Banque sur le continent



Instrument de transfert de risques pour améliorer l'efficacité de la gestion des capitaux

Facilité de rehaussement de crédit en faveur du secteur privé

- Instrument de partage des risques permettant à la BAD de soutenir davantage de projets du secteur privé dans les pays à faible revenu pour accélérer le développement
- Devrait générer des prêts supplémentaires d'un montant de 1 milliard d'USD sur une période de 3 ans



Changer la perception d'un continent à haut risque

L'Afrique a attiré moins d'investissements privés que les autres régions en développement

La perception du risque génère souvent une prime de risque additionnelle de 10-15% dans les financements de projets comparé aux autres régions du monde

Cette perception du risque disproportionnellement élevée a un impact négatif sur le capital ainsi que sur le coût et les volumes de financement du secteur privé

Les garanties de la BAD

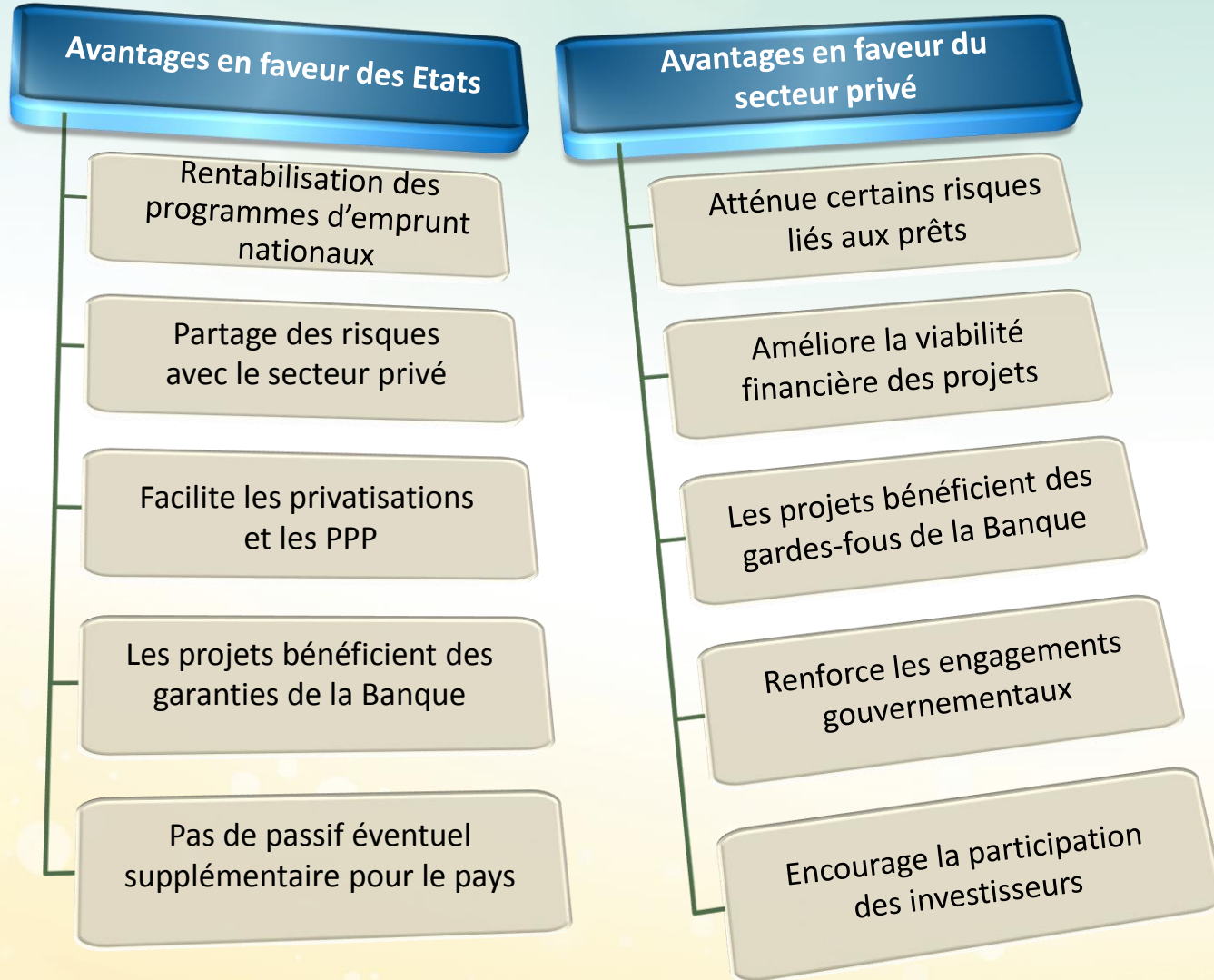


Partage du risque

Mobilisation des ressources



Les Garanties Partielles de Risque, structures innovantes d'atténuation des risques politiques



Les GPR, des garanties offertes par la Banque aux

Etats et entités étatiques avec lesquels la Banque a signé une contre-garantie avec les gouvernements

Afin de protéger les prêteurs privés contre ...

Impossibilité de rapatrier ou de convertir les devises gagnées dans le pays

Confiscation, expropriation, nationalisation et privation

Non-respect des engagements contractuels y compris les paiements

Changements de législation et cas de catastrophes naturelles



Plus de 2,7 milliards d'USD d'investissements catalysés à travers les GPR de la BAD

Kenya

Octobre
2013

Projet du parc éolien du lac Turkana

20 millions d'EUR

- Energie éolienne d'une capacité de 300 MW et une ligne de transmission de 428 km
- GPR utilisée pour couvrir les risques de retards dans la construction de la ligne de transmission par KETRACO, la société de transport appartenant à l'État



Nigéria

Décembre
2013

Programme de réformes et de restructuration du secteur de l'énergie 180 millions d'USD

- Encourager le secteur privé à investir dans les producteurs indépendants d'électricité (IPP) par l'opérationnalisation de Nigeria Bulk Electricity Trading Plc (NBET), une entité gouvernementale fédérale du Nigéria créée pour agir comme intermédiaire sur une période déterminée entre les IPP et les sociétés de distribution d'énergie
- Mise en place de GPR afin de limiter les défauts de paiement de la NBET en vertu de ses accords d'achat d'électricité (PPA) avec les IPP sélectionnés



Kenya

Octobre
2014

Production d'électricité avec la Société de Développement Géothermique

12,4 millions d'USD

- 3 unités de production géothermiques de 35 MW
- Mise en place de GPR afin de limiter les défauts de paiement de la Kenya Power and Lighting Company dans le cadre des achats d'énergie et de la Société de Développement Géothermique du Kenya pour la non-livraison de vapeur



Les Garanties Partielles de Crédit attirent les investisseurs en vue de la transformation de l'Afrique

GPC accordées par la BAD pour le compte des

- Pays Membres Régionaux
- Entités étatiques
- Porteurs de projets du secteur privé

éligibles aux prêts de la Banque

Afin de protéger contre ...

Tout défaut de paiement de la dette, incluant :

- Risques politiques
 - Disponibilité et convertibilité des devises
 - Expropriation et nationalisation
 - Obligations contractuelles
 - Changements de législation
- Et risques commerciaux tels que le risque de demande, les risques de marché, etc...

Au profit des

- Prêteurs privés qui soutiennent les états et le secteur privé
- Détenteurs de la dette publique et privée



Les Garanties Partielles de Crédit ouvrent l'accès de l'Afrique aux marchés de capitaux

CAMEROUN

GPC MTN

13 MILLIONS D'EUR

(2000)

La garantie permet aux créanciers de prêter en monnaie locale pour investir dans l'expansion de la téléphonie mobile au Cameroun

Permet un recours limité au financement de projets auprès des banques locales, leurs permettant ainsi d'offrir un financement sur 5 ans alors que la maturité maximale des prêts était de 2 ans

MULTINATIONAL

GPC GOWE

16 MILLIONS D'USD

(2007)

Entreprises féminines à fort potentiel de croissance (GOWE)

Garantie sur le portefeuille avec l'USAID: partage du risque de pertes avec des banques africaines à hauteur de 50%

Faciliter l'accès au financement pour les femmes entrepreneurs et les PME grâce à des garanties

SEYCHELLES

GPC REFORME ECONOMIQUE

10 MILLIONS D'USD

(2010)

GPC pour la Réforme Economique aux Seychelles, faisant partie du programme d'appui budgétaire pour soutenir la mise en œuvre des réformes économiques par la réduction du niveau de la dette publique

Retour sur les marchés de capitaux après une crise/défaut, qui a facilité la restructuration d'une dette de 320 millions d'USD

CAMEROUN

GPC PRODUITS DERIVES

500 MILLIONS D'USD

(2015)

GPC pour la République du Cameroun pour garantir ses obligations de paiement dans le cadre d'un swap de devises réalisé avec les banques commerciales pour couvrir une émission obligataire libellée en USD (Eurobond)

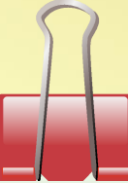
Réduction du risque de change, des termes plus avantageux et moins coûteux proposés par les contreparties et une économie d'environ 24 millions d'Euros réalisée grâce au GPC



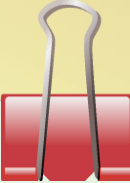
Des solutions financières innovantes

Permettre aux clients bénéficiant de garantie souveraine de mieux gérer leur dette

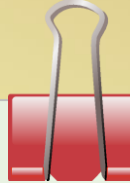
Le nouveau **prêt entièrement flexible** permet aux pays à revenu intermédiaire de



Prolonger la maturité maximale des prêts de 20 à 25 ans et étendre la période de grâce de 5 à 8 ans grâce à une tarification dépendant de la maturité



Plafonner, tunneliser ou convertir le taux de base de flottant à fixe et vice versa durant la durée de vie des prêts

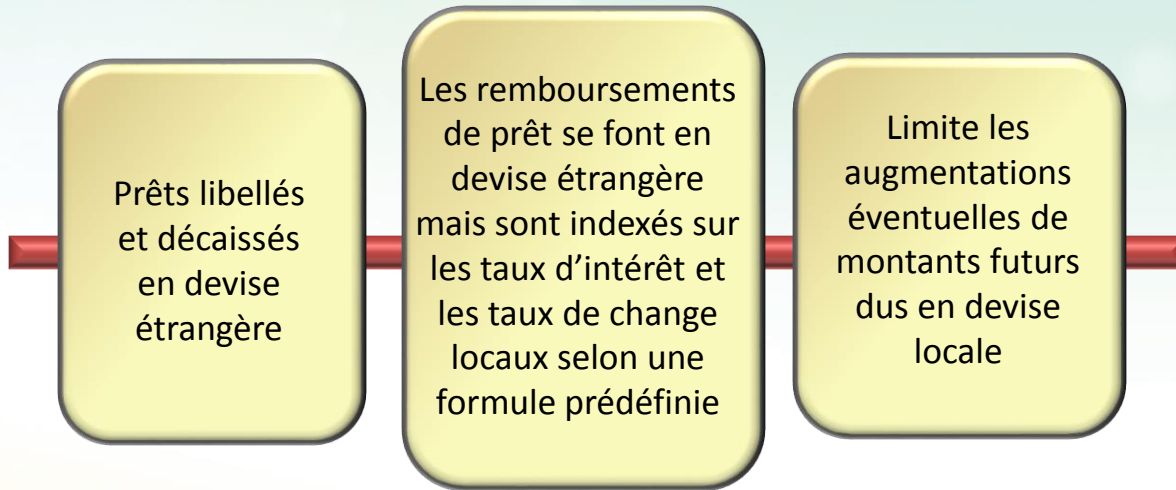


Convertir la devise des prêts, décaissés ou non, en une autre devise approuvée par la Banque y compris pour les prêts en monnaie locale, dans la mesure du possible pendant la durée de vie des prêts



Prêts en devise locale pour financer les infrastructures et le secteur privé

Gestion du risque de change à travers les prêts en monnaie locale synthétiques



Soutenir les micro, petites et moyennes entreprises africaines

Fournir des lignes de crédit multidevises standardisées à près de 25 institutions financières (IF) cibles et institutions de microfinance (IMF), principalement dans les pays à faible revenu.

Le financement soutiendra les IF et les IMF dans leur capacité à :

- Offrir aux microentreprises et aux PME des produits et des maturités adaptés
- Etendre leur couverture aux entrepreneurs et aux communautés les plus démunies (rurales)

Evaluation de la viabilité commerciale grâce aux indicateurs suivants: rentabilité, adéquation du capital, concentration et qualité des actifs, gouvernance d'entreprise, expérience et qualité du management, régularité des résultats et politiques de gestion de la liquidité.

Secteur essentiel pour la croissance en Afrique, contribuant à plus de 58% à l'emploi et à 33% au PIB.

Projet XINA Solar One	Afrique du Sud
Programme PME Afrique LOC - Mozabanco	Mozambique
Moulin Moderne du Mali	Mali
Projet du péage LEKKI	Nigéria

Une institution solide à la poursuite des objectifs de développement de l'Afrique

FitchRatings

MOODY'S

STANDARD
& POOR'S

JCR Japan Credit Rating Agency, Ltd.

Mission
fondamentale
d'aide au
développement

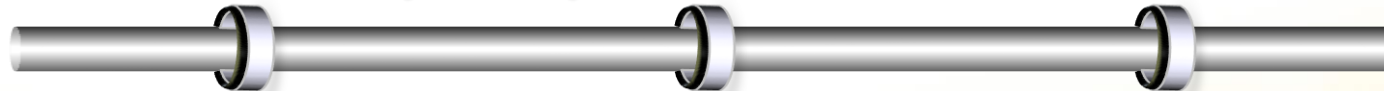
Politique prudente
de gestion des
risques

Forte capitalisation

Profil de
financement
diversifié



Aaa/AAA/AAA



Niveau de liquidité
élevé

Statut de créancier
privilegié

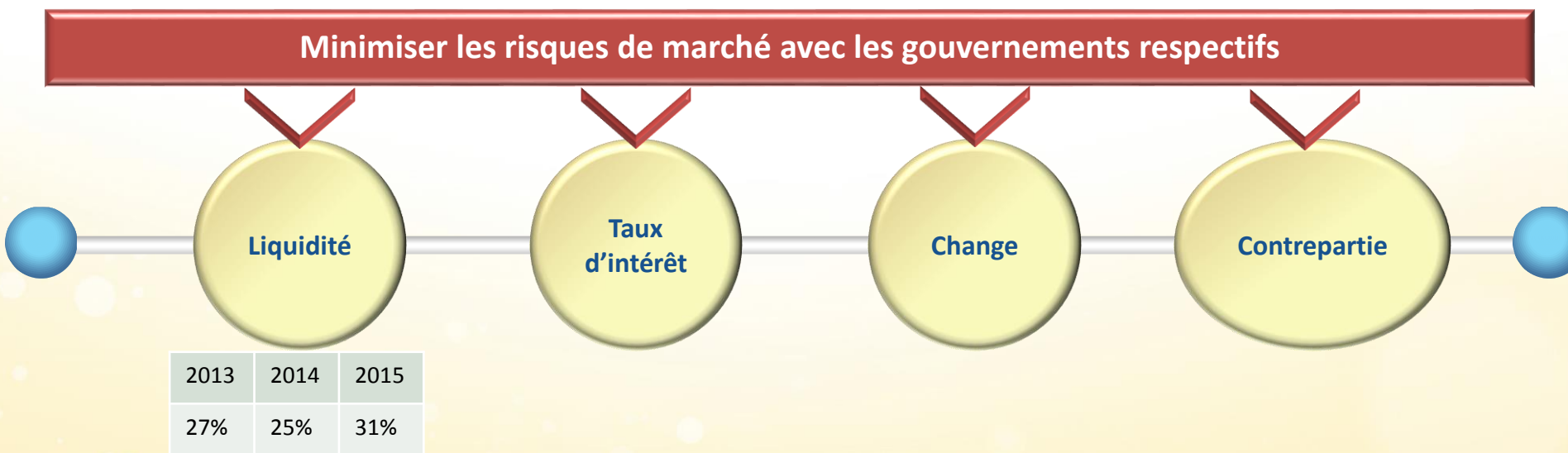
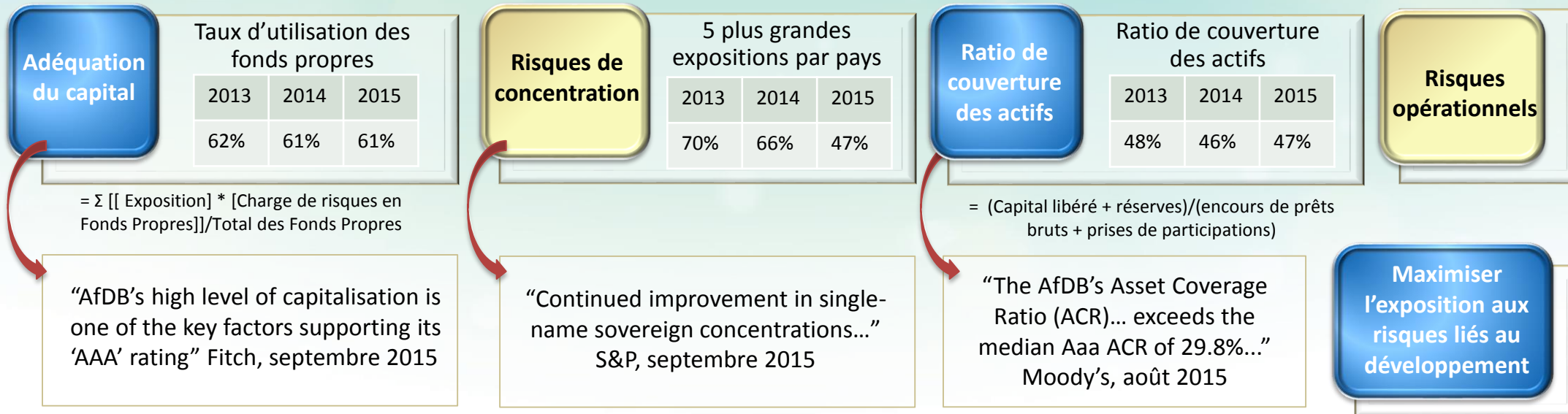
Soutien solide et
stable des
actionnaires

"Our assessment of
AfDB's financial profile
as very strong, predominantly
reflects an improvement in
the Bank's capital adequacy."
S&P
Septembre 2015

Une solidité financière intrinsèque renforcée par le soutien des actionnaires



Politique de gestion des risques prudente

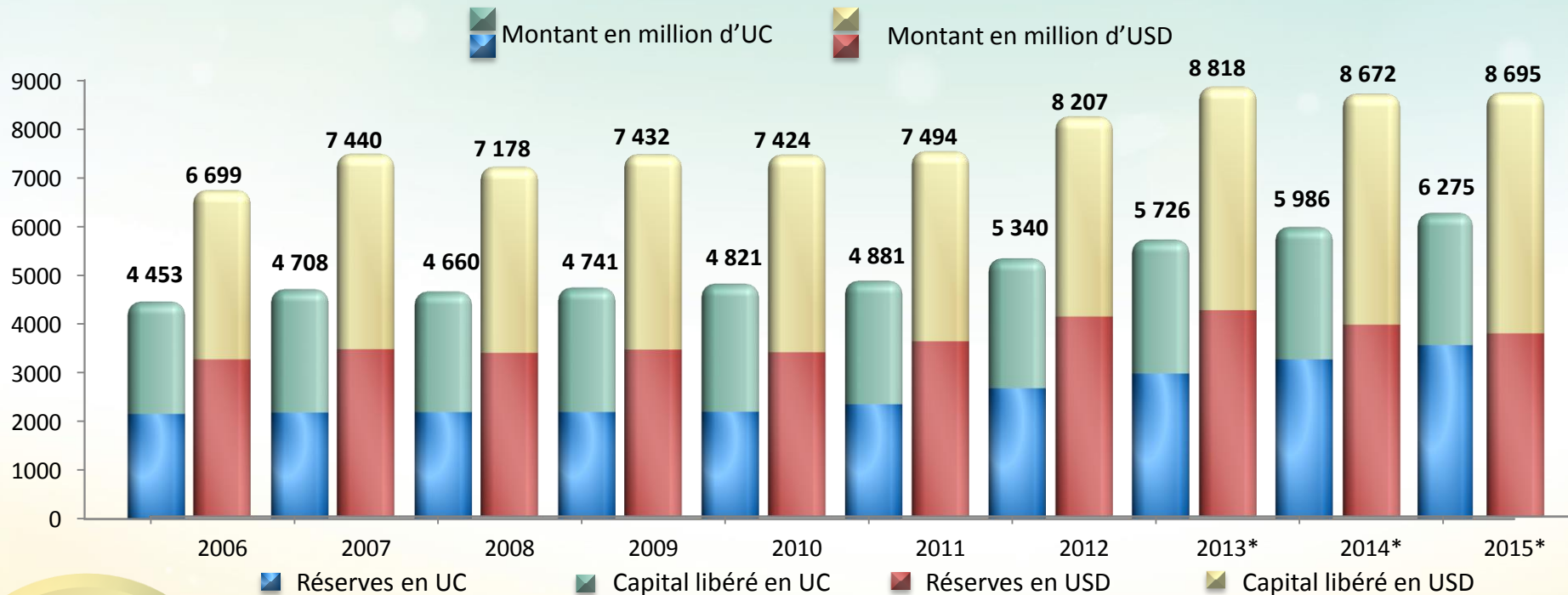


“AfDB’s liquidity is excellent” Fitch, septembre 2015



Forte capacité à supporter les risques pour soutenir la croissance des activités

Les fonds propres en hausse de 2 milliards d'USD depuis 2006



Portion adéquate des revenus de la Banque incorporée dans les réserves

Des fonds propres plus solides grâce aux paiements reçus dans le cadre de la sixième augmentation générale de capital approuvée en 2010

"AfDB is one of the most highly capitalized regional MDBs"
Fitch, septembre 2015

*En 2013, la BAD a adopté le concept du capital économique et par conséquent, en calculant les fonds propres, les réserves sont maintenant ajustées à la baisse pour tenir compte des ajustements dus à la valorisation des prises de participation et emprunts qui figurent dans les autres éléments du résultat

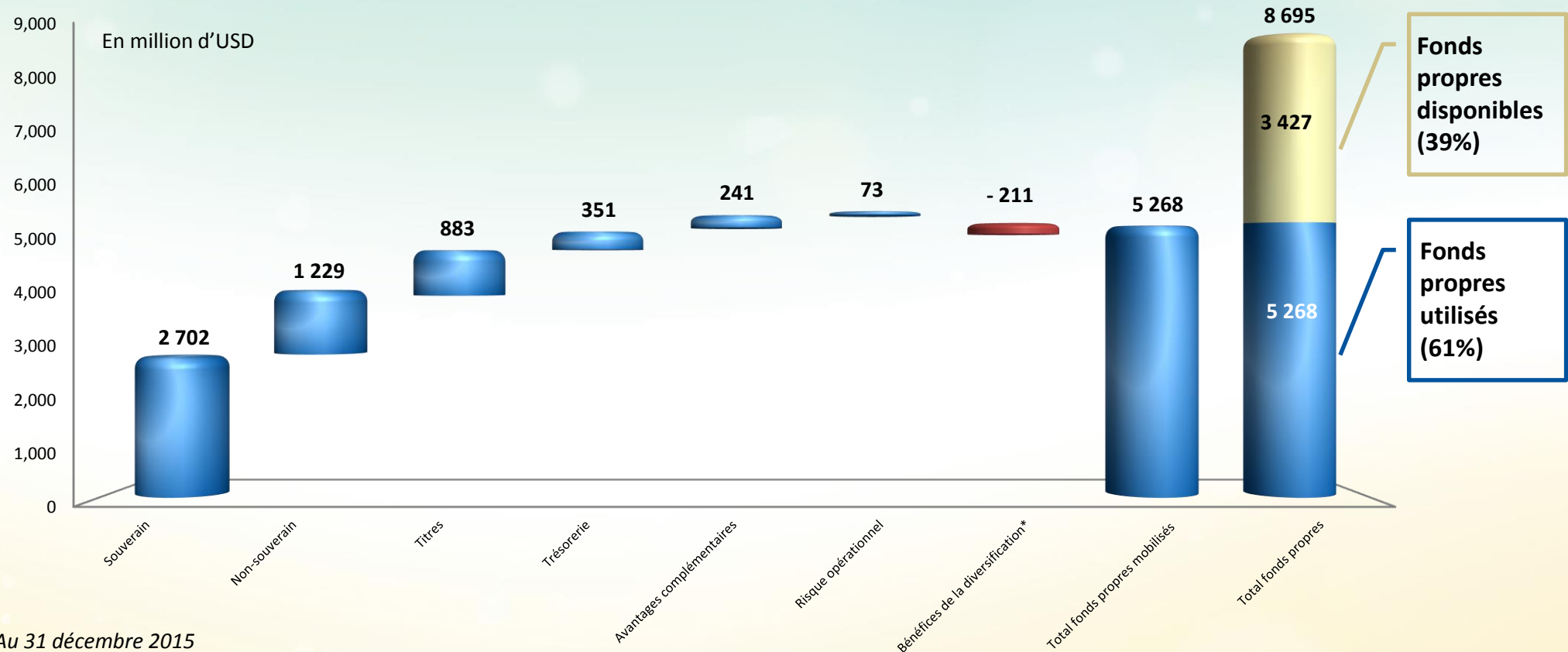
Un capital libéré de 1,8 milliard d'USD attendu entre 2016 et 2026



Un coussin de sécurité confortable pour les activités à risque

Evaluation et suivi des besoins en fonds propres pour couvrir les risques opérationnels, de contrepartie et de marché

Les fonds propres de la BAD supportent un portefeuille de prêts souverains, commerciaux et de prises de participations par fonds propres de 19 milliards d'USD ainsi qu'un portefeuille de trésorerie de 12 milliards d'USD



Au 31 décembre 2015

* L'avantage de la diversification provient de la corrélation entre les risques

Utilisation du capital soutenue par les volumes et la qualité des diverses expositions au risque de la Banque



Capacité de résistance aux risques

Limites fixées pour la protection contre les risques de concentration

- ❑ **Limite secteur public:** 45% des fonds propres
- ❑ **Limite secteur privé:** 45% des fonds propres
- ❑ **Limite pour les risques non-stratégiques (risque de marché et opérationnel) :** 10% des fonds propres
- ❑ **Limite pays:** 15% des fonds propres
- ❑ **Limite sur les prises de participations:** 15% des fonds propres
- ❑ **Limite sur les noms uniques:** 6% alloués au secteur privé
- ❑ **Limite sectorielle:** 25% des fonds propres alloués au secteur privé (35% pour le secteur financier)

Comme les autres banques multilatérales de développement (BMD) régionales, la notation de crédit de la BAD est affectée par les risques de concentration

1er accord d'échange sur les expositions (AEE)* avec la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement (BIAD) consacré aux limites d'engagement dans les pays

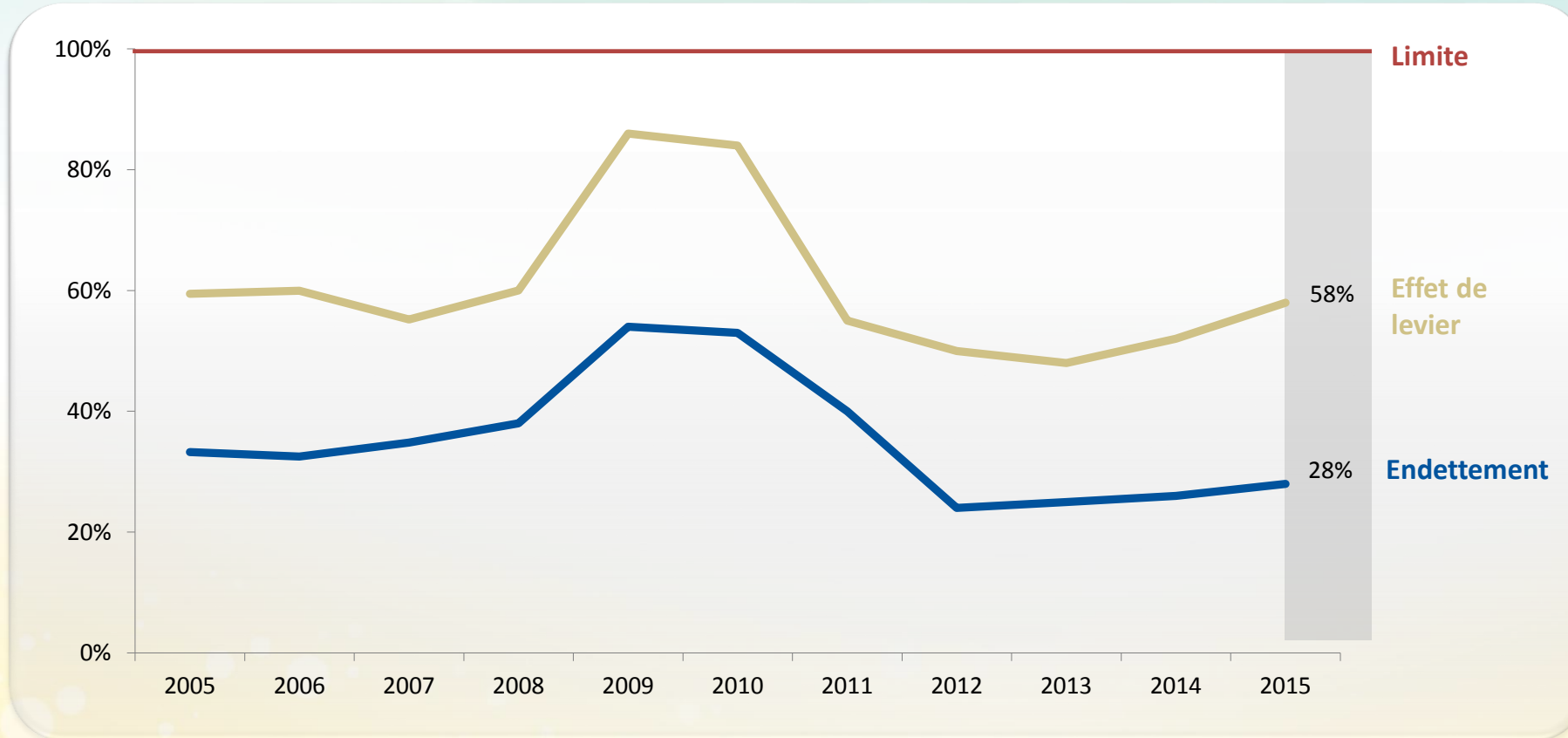
L'AEE a considérablement amélioré la capacité de prêt et les ratios d'adéquation du capital

* L'accord d'échange sur les expositions (AEE) implique un échange simultané de risque de crédit équivalent sur des expositions souveraines définies, sous réserve que chaque BMD participante conserve un minimum de 50% de l'exposition totale sur chaque pays qui fait partie de l'AEE. Dans le cadre de l'AEE, la BMD qui octroie des prêts souverains et achète une protection continue d'être le prêteur officiel



Sauvegarder l'intérêt des actionnaires

Principaux ratios prudentiels confortablement dans les limites statutaires



Effet de levier

Dette / Capital utilisable
(avec capital utilisable = Σ capital libéré, réserves et capital callable des pays non-emprunteurs notés A- et plus)

Endettement

Prêts* + prises de participation + garanties / capital souscrit + surplus + réserves**

* Prêts non-décaissés inclus

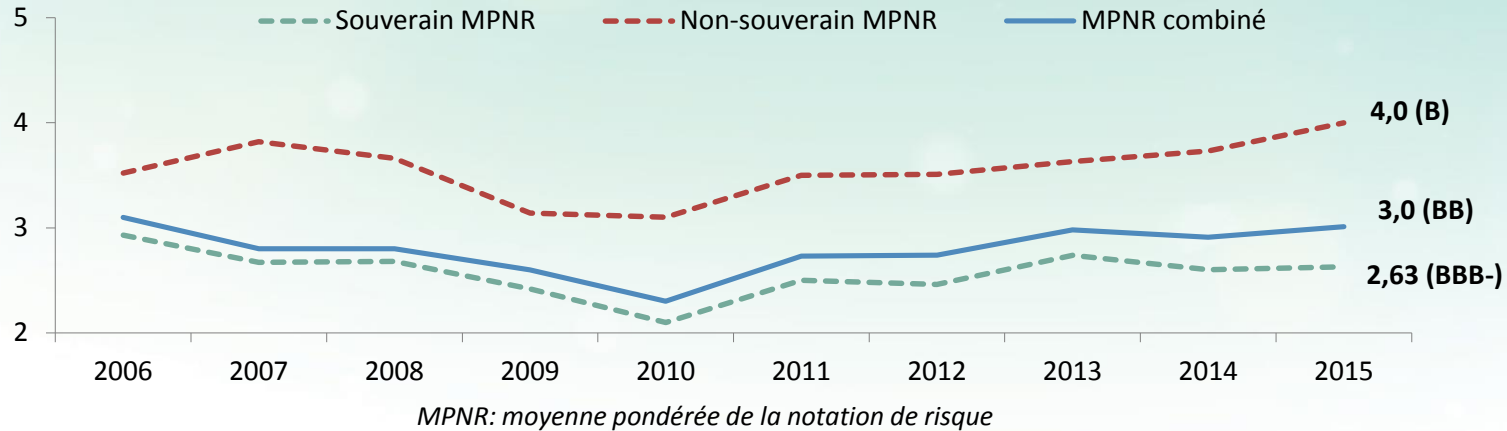
** Sans les créances douteuses



Gérer le portefeuille de la Banque dans un environnement difficile

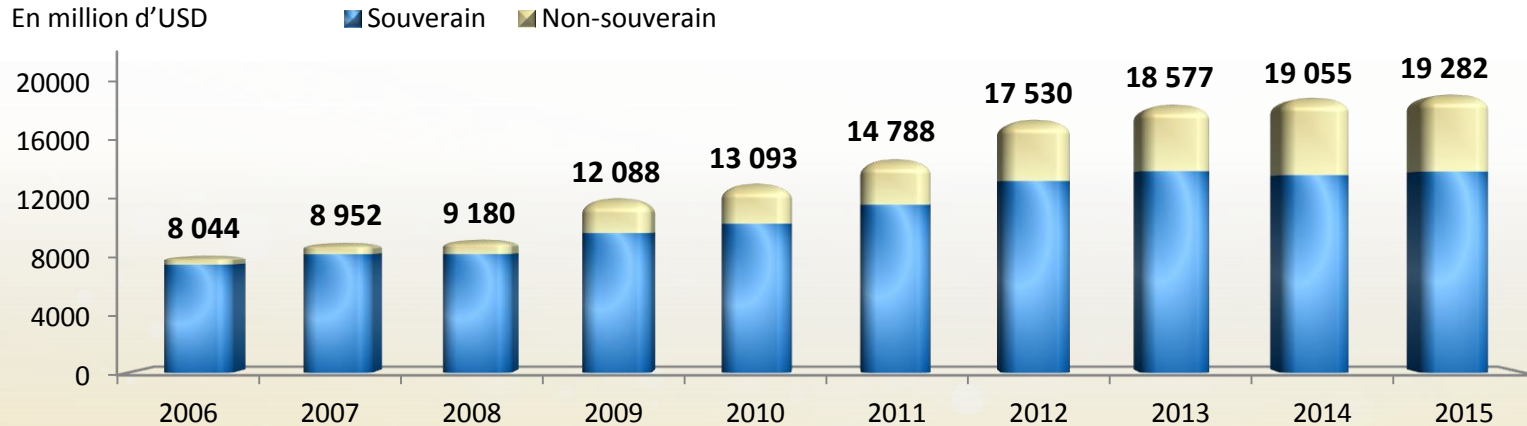
Notation de crédit interne à la Banque

Profil de risque du portefeuille d'emprunt



Tolérance au risque définie pour le portefeuille d'emprunt : BB+ à B- (i.e. 3-4)

En million d'USD



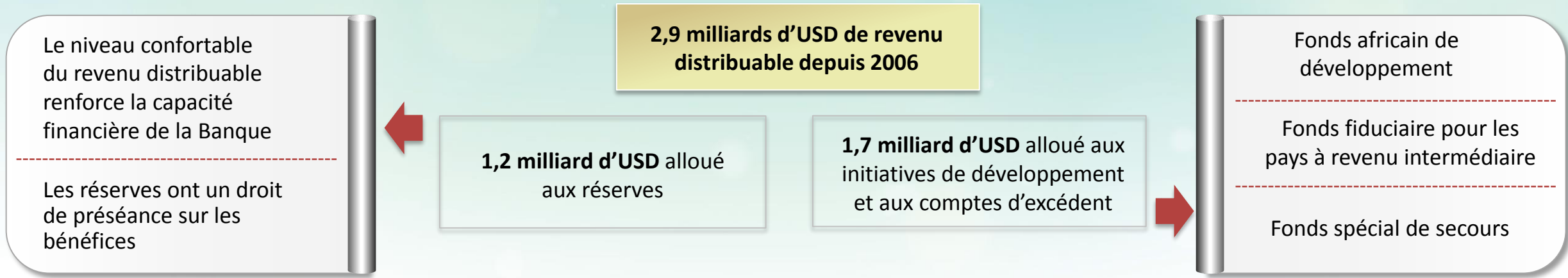
La baisse des cours des matières premières a négativement impacté les projets du secteur privé basés sur les ressources naturelles

néanmoins....

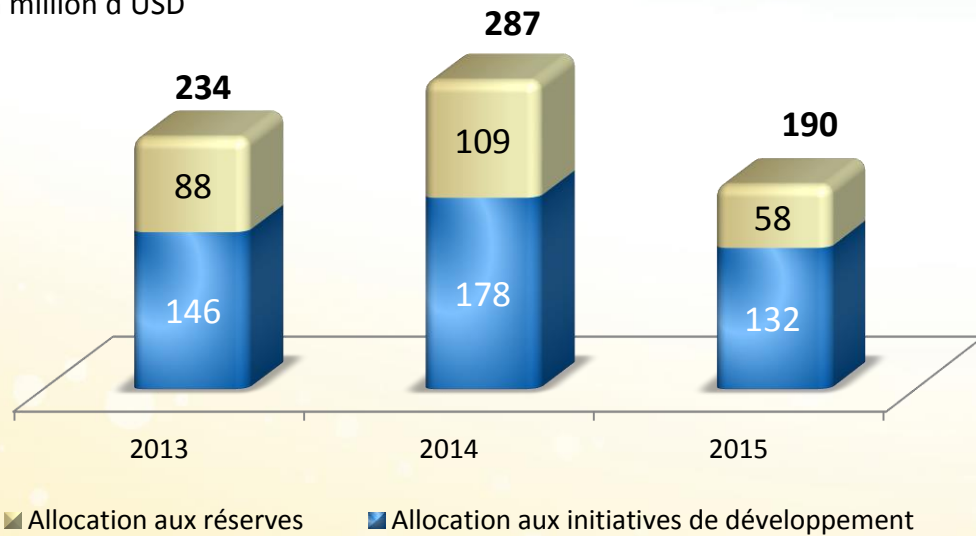
la MPNR reste solidement ancrée dans les limites définies



Un revenu positif dans un environnement opérationnel contraignant



En million d'USD



- Les opérations du secteur privé ont généré un revenu proportionnellement plus élevé mais les marges bénéficiaires plus importantes ont été contre-balançées par un portefeuille relativement plus risqué
- Hausse des provisions pour le secteur privé compte tenu du contexte opérationnel défavorable
- Environnement de taux d'intérêt bas

Le ratio coût-revenu de la BAD continue d'être le plus bas parmi les BMD



Gérer les risques de marché

Atténuer le risque de taux d'intérêt

- Minimisé en alignant les caractéristiques des taux d'intérêt de l'actif à celles du passif
- Stabiliser la marge d'intérêt nette

Interdiction de s'exposer au risque de change

- Les dettes libellées dans une devise donnée doivent correspondre aux actifs libellés dans la même devise
- La composition en devise des actifs nets doit être alignée sur la composition du panier de devises constituant le DTS*

*DTS: Droits de tirage spéciaux



Des principes conservateurs fondent notre politique de gestion actif-passif

Minimiser le risque de crédit avec les contreparties

- Notations minimum requises pour les investissements (A)
- Notations minimum requises pour les contreparties de produits dérivés (A-)

Compter sur nos propres ressources face aux chocs avant que l'appui des actionnaires ne se matérialise

- Capacité à faire face aux besoins de trésorerie (remboursement de la dette et décaissements des prêts) pendant 1 an sans recourir à des ressources additionnelles

Gestion prudente de la liquidité

12 milliards d'USD de placements

Portefeuille de trading pour répondre aux besoins de trésorerie à court et moyen terme

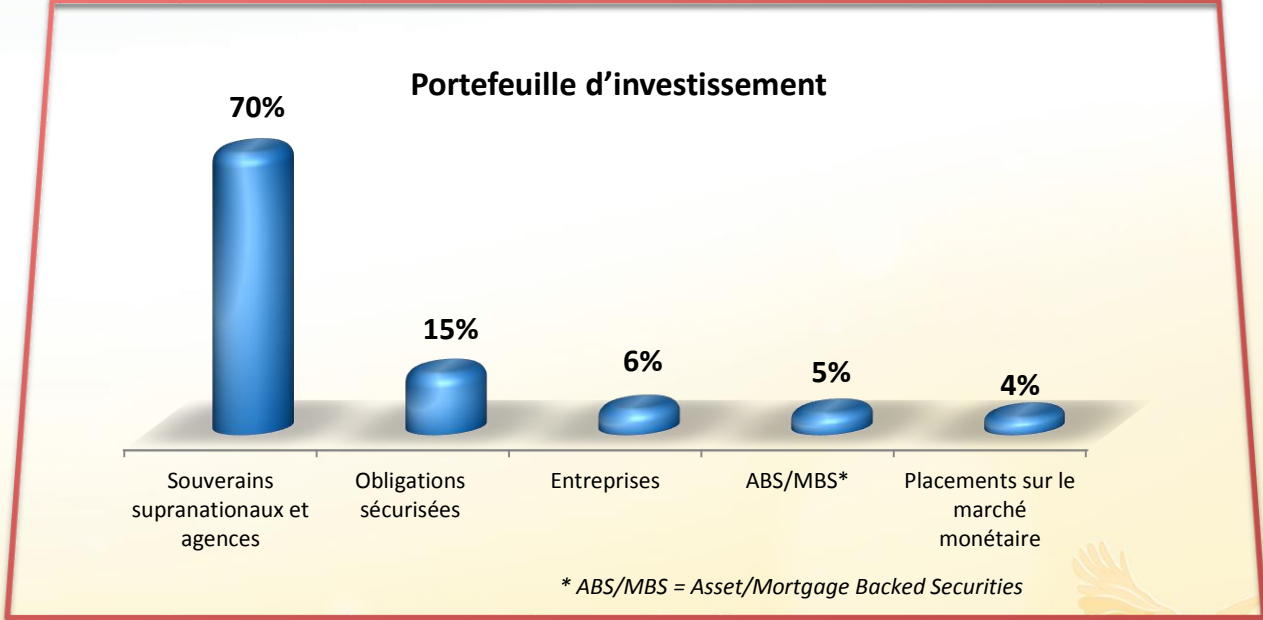
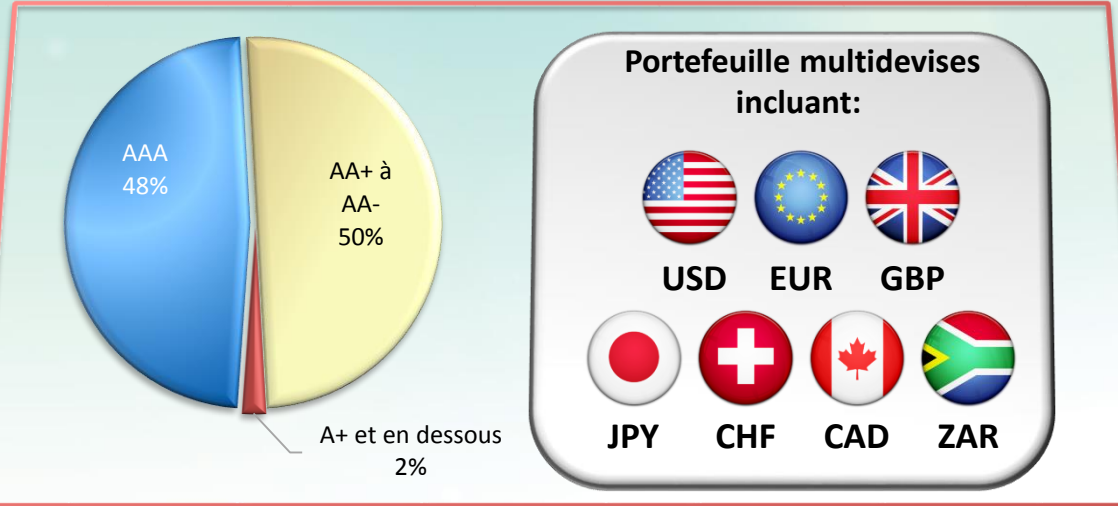
Détenus au coût amorti pour stabiliser la marge d'intérêt nette

Objectifs d'investissement

Préservation du capital

Liquidité

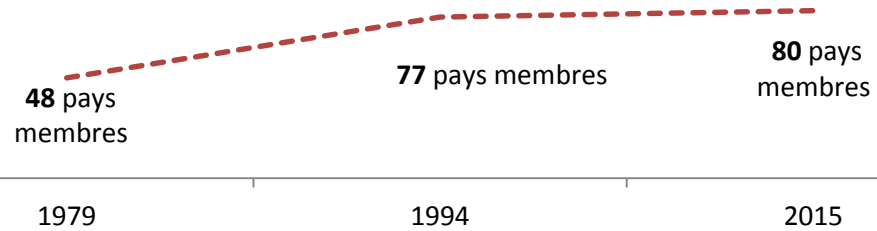
Rendement



Soutien des actionnaires

Le capital callable des pays membres notés AAA couvre entièrement la dette nette

Actionnariat en expansion

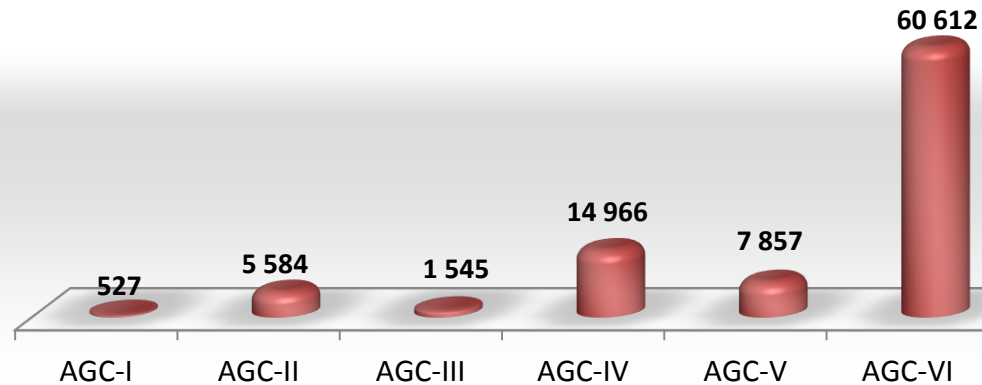


Statut de créancier privilégié

Le support constant des actionnaires à travers les augmentations de capital démontre la force et la stabilité de notre relation avec les pays membres

Augmentation générale de capital

En million d'USD

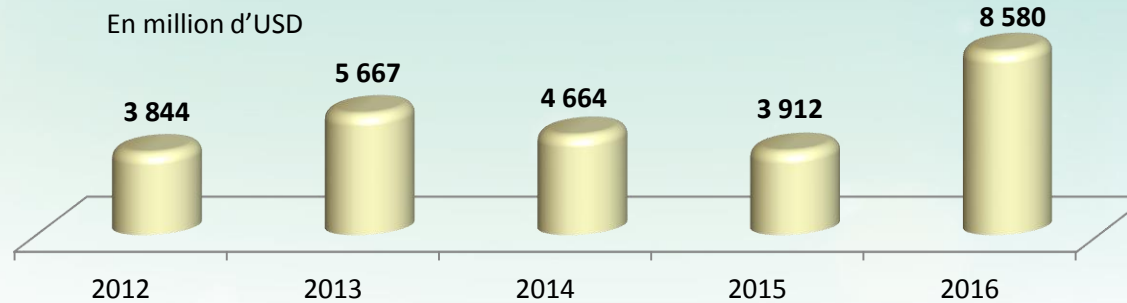


Un pouvoir de mobilisation permettant de regrouper et d'aligner les parties prenantes autour des objectifs communs du développement



Besoins de financement motivés par nos engagements pour le développement

Programme d'emprunt



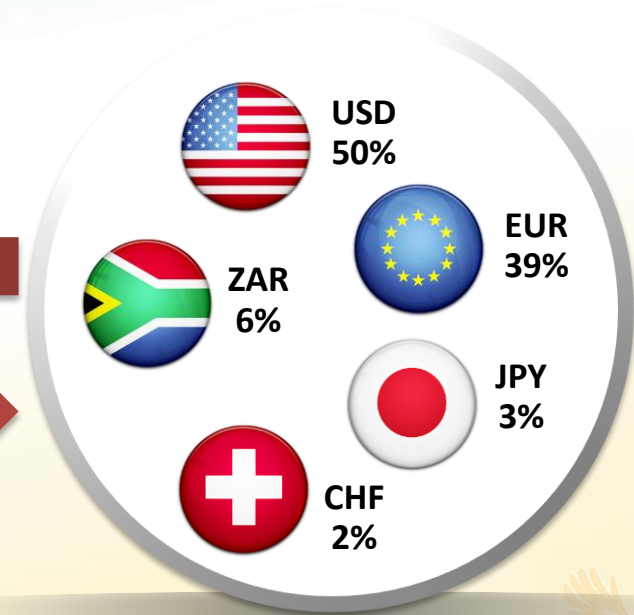
Encours total des emprunts: 22 milliards d'USD

Emissions d'obligations notées AAA sur divers continents...



ECHANGEES EN...

Utilisation de produits dérivés pour se prémunir contre les risques de change et de taux d'intérêt



Une présence mondiale

Lever des financements pour la Banque et ses clients tout en répondant aux besoins des investisseurs

Un profil de financement diversifié...

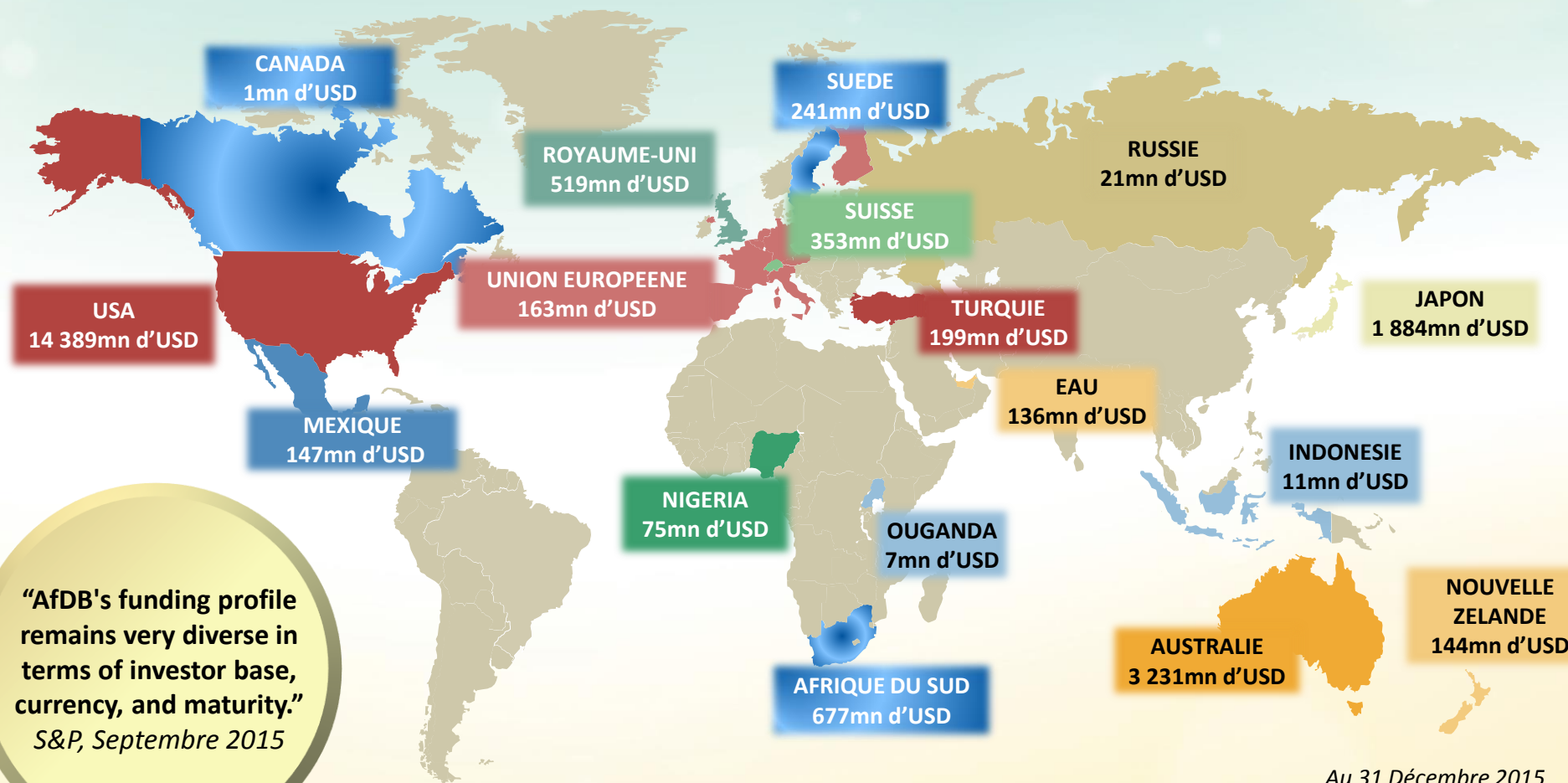
Emissions domestiques publiques

Placements privés

Prêts

Emissions globales de référence

Euro papier commercial



"AfDB's funding profile remains very diverse in terms of investor base, currency, and maturity."
S&P, Septembre 2015

STANDARD & POOR'S

Encours d'emprunts avant swaps

Au 31 Décembre 2015



De très bons résultats pour les émissions globales de référence de la BAD



Fév. 2015

Nov. 2015

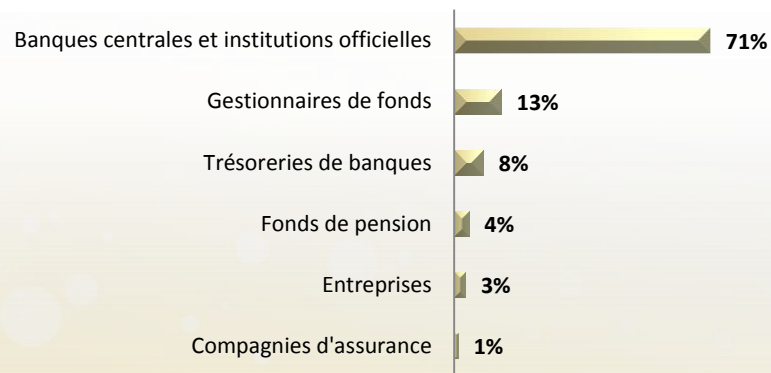
Fév. 2016

Avr. 2016



Qualité et rareté contribuent au succès des émissions obligataires de la Banque

Fort intérêt de la part des investisseurs...



Notation AAA et excellents fondamentaux

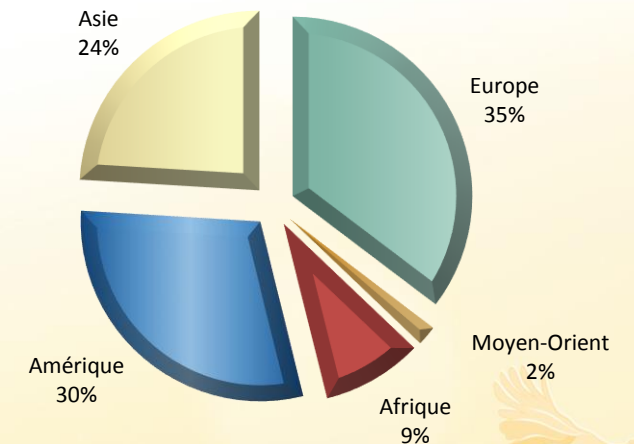
Solide réputation

Haute qualité d'exécution

Performance sur le marché secondaire

Mandat de développement et profil de financement très solides

Globalement...



Un émetteur socialement responsable, actif sur les marchés durables

Compétences en matière environnementale, sociale et de gouvernance (ESG)



Un émetteur reconnu sur le marché des investissements socialement responsables (ISR) au Japon



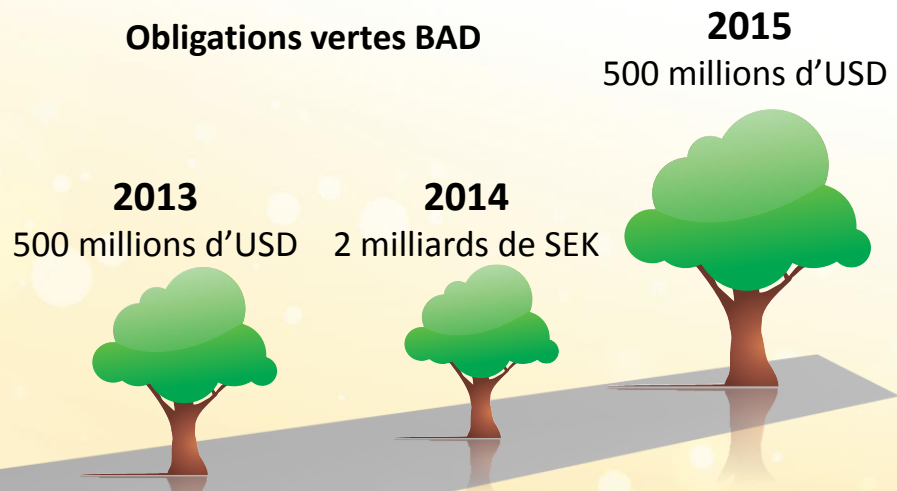
20 millions d'USD
Obligation infrastructure
Échéance juillet 2025

100 millions d'AUD
Obligation sécurité alimentaire
Échéance avril 2020

Cadre d'émission d'obligations vertes solide et transparent soutenu par des projets d'adaptation et d'atténuation aux changements climatiques transformatifs

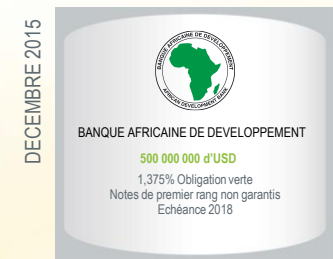
- Afrique du Sud** - Centrale à énergie solaire concentrée Xina Solar One
- Nigéria** – Réforme du secteur de l'eau en zone urbaine et programme de distribution d'eau et d'assainissement à Port Harcourt
- Kenya** – Parc éolien du Lac Turkana
- Zambie** – Centrale hydroélectrique Ithezi-Tezhi
- Maroc** – Développement de la transmission et distribution d'énergie

La BAD adhère aux principes des obligations vertes



Investisseurs en obligations vertes de la BAD

Blackrock, California State Teacher's Retirement System (CalSTRS), Calvert Investment Management Inc., Nordea Investment Management, Pictet Asset Management, Praxis Intermediate Income Fund, Raiffeisen Capital Management, State Street Global advisors, Second, third and fourth Swedish National Pension Funds, Teachers Insurance and Annuity Association (TIAA) Asset Management, Trillium Asset Management, LLC, Zürcher Kantonalbank Asset Management



"Best Green Bond"
EMEA Finance



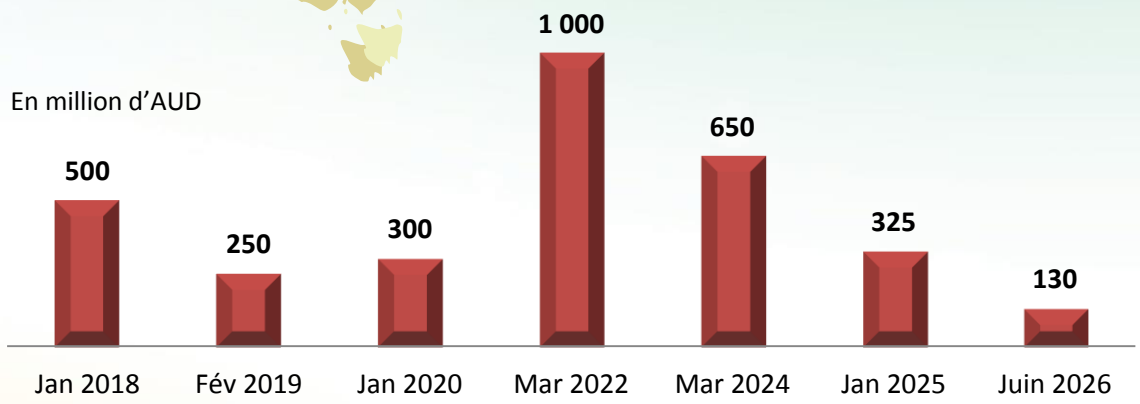
Accompagner l'Afrique dans sa transition graduelle vers une économie verte

Kangourous et Bulldogs



Construction d'une courbe des taux en Australie...

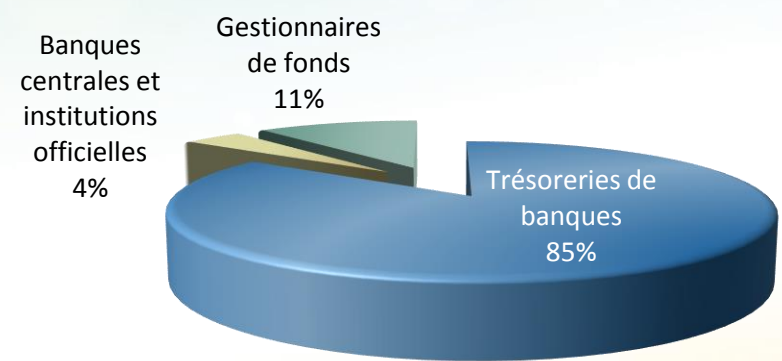
375 millions d'AUD émis en 2015



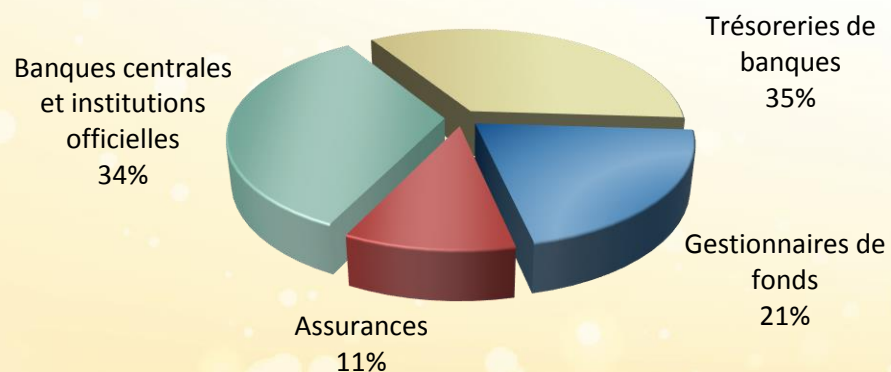
Retour sur le marché Sterling ...

Nouvelle émission de 250 millions de GBP échéance décembre 2018

Distribution par type d'investisseur



Répartition des émissions Kangourous en 2015 par type d'investisseur



Emission inaugurale de la BAD en Dirham des Emirats-Arabs-Unis (AED)

Note: les Bulldogs et les Kangourous sont des obligations émises au Royaume-Uni et en Australie respectivement par un émetteur étranger



Pour plus d'informations



Annexes



Compte de résultat de la BAD (en million d'UC)

Exercice clos le 31 décembre	2015	2014	2013	2012	2011
Revenu et dépenses des opérations					
Revenu des prêts	350,20	342,13	335,01	351,16	314,92
Revenu des placements et dérivés y afférents	122,21	132,41	131,24	199,35	168,85
Revenu d'autres titres de créances	3,73	3,85	3,95	4,83	5,41
Montant total du revenu des prêts et des placements	491,20	484,73	470,20	555,34	489,18
Intérêts et amortissements des frais d'émission	(346,13)	(375,96)	(302,99)	(356,41)	(316,82)
Intérêts nets sur les produits dérivés d'emprunts	180,22	221,21	111,85	139,16	112,16
Gains/(Pertes) non réalisés sur les emprunts et les dérivés afférents et autres	(49,51)	(29,83)	34,11	(10,17)	(3,04)
Provision pour dépréciation des prêts en principal et en intérêts	(65,43)	(18,02)	(41,14)	(29,69)	(17,68)
Reprise/(provisions) pour dépréciation des titres de participation	0,43	0,75	0,76	(0,05)	(0,15)
Reprise nette des provisions sur les placements	-	-	9,19	0,29	6,39
Ecart de conversion	14,60	(4,07)	13,33	(2,27)	(27,95)
Autres revenus	4,27	3,39	3,02	15,29	4,46
Résultat net opérationnel	229,66	282,20	302,98	309,79	246,55
Dépenses administratives	(122,00)	(123,16)	(110,97)	(107,55)	(79,50)
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	(9,05)	(7,61)	(6,70)	(4,59)	(4,47)
Charges diverses	(5,44)	0,26	(4,98)	(1,94)	1,93
Montant total des autres dépenses	(136,49)	(130,50)	(122,65)	(114,07)	(82,04)
Résultat avant transferts approuvés par le Conseil des gouverneurs	93,16	151,69	180,33	195,71	164,51
Distribution approuvée par le Conseil des gouverneurs	(124,00)	(120,00)	(107,50)	(110,00)	(113,00)
Résultat net de l'exercice	(30,84)	31,69	72,83	85,71	51,51

1 UC = 1 DTS = 1,53527 USD (2011) = 1,53692 USD (2012) = 1,54000 (2013) = 1,44881 (2014) = 1,38573 (2015)



Principaux éléments du bilan de la BAD (en million d'UC)

Exercice clos le 31 décembre	2015	2014	2013	2012	2011
Actifs					
Disponibilités	1 214,61	406,71	954,13	881,45	344,16
Obligations à vue	3,80	3,80	3,80	3,80	3,80
Placements en Trésorerie	8 392,26	7 341,62	6 058,45	6 487,51	7 590,47
Actifs dérivés	1 454,62	1 143,68	985,96	1 558,33	1 696,68
Billets à ordre non négociables sur les comptes du capital	0,27	0,74	1,20	1,97	3,04
Montants à recevoir	489,54	640,16	843,86	762,67	914,85
Encours des prêts	12 868,55	12 496,52	11 440,70	10 885,80	9 373,52
Prêts couverts - ajustement de juste valeur	79,84	112,70	32,49	86,85	49,87
Titres de participation	703,27	596,82	525,01	438,56	309,76
Autres titres	46,42	94,11	82,90	76,54	79,99
Autres actifs	93,56	79,46	41,22	31,06	13,34
Montant total des actifs	25 346,74	22 950,83	20 996,72	21 214,55	20 261,45
Passifs, capital et réserves					
Montants à payer	1 332,39	1 211,81	1 246,11	2 083,07	1 974,68
Passifs dérivés	1 084,99	853,74	971,85	512,60	502,29
Emprunts	16 449,26	14 375,95	12 947,44	13 278,80	12 902,96
Souscriptions payées	3 727,69	3 438,23	3 147,08	2 839,48	2 505,97
Réserves	2 921,25	2 815,32	2 856,88	2 667,44	2 536,18
Montant total des passifs, capital et réserves	25 346,74	22 950,83	20 996,72	21 214,55	20 261,45

1 UC = 1 DTS = 1,53527 USD (2011) = 1,53692 USD (2012) = 1,54000 (2013) = 1,44881 (2014) = 1,38573 (2015)

